

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1904

THÈSE

N°

575

POUR

LE DOCTORAT EN MÉDECINE

Présentée et soutenue le Samedi 23 Juillet 1904, à 1 heure

Par J. DESBOUIS

Né à Châtillon-en-Bagois (Nièvre), le 21 août 1877

Étude sur les
Maladies Professionnelles
Considérées comme
Accidents du Travail

Président : M. CHANTEMESSE, professeur.

Juges : MM. BALLET, LANGLOIS, GOUGET, agrégés.

PARIS

IMPRIMERIE DE LA FACULTÉ DE MÉDECINE

Henri JOUVE

15 - Rue Racine - 15

1904

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE MÉDECINE

Doyen : M. DEBOVE.

Professeurs

Anatomie.....
 Physiologie.....
 Physique médicale.....
 Chimie organique et chimie minérale.....
 Histoire naturelle médicale.....
 Pathologie et thérapeutique générales.....
 Pathologie médicale.....
 Pathologie chirurgicale.....
 Anatomie pathologique.....
 Histologie.....
 Opérations et appareils.....
 Pharmacologie et matière médicale.....
 Thérapeutique.....
 Hygiène.....
 Médecine légale.....
 Histoire de la médecine et de la chirurgie.....
 Pathologie expérimentale et comparée.....

Clinique médicale.....

Clinique des maladies des enfants.....
 Clinique de pathologie mentale et des maladies de l'encéphale.....
 Clinique des maladies cutanées et syphilitiques.....
 Clinique des maladies du système nerveux.....

Clinique chirurgicale.....

Clinique ophthalmologique.....
 Clinique des maladies des voies urinaires.....
 Clinique d'accouchement.....

Clinique gynécologique.....
 Clinique chirurgicale infantile.....

Agrégés en exercice.

MM.
 ACHARD.
 AUVRAY.
 BESANÇON.
 BONNAIRE.
 BROCA (Auguste).
 BROCA (André).
 CHASSEVANT.
 CUNEO.
 DEMELIN.
 DESGREZ.

MM.
 DUPRÉ.
 FAURE.
 GOSSET.
 GOUGET.
 GUIART.
 HARTMANN.
 JEANSELME.
 LANGLOIS.
 LAUNOIS.

MM.
 LEGRY.
 LEGUEU.
 LEPAGE.
 MARION.
 MAUCLAIRE.
 MERRY.
 POTOCKI.
 RÉMY.
 RENON.
 RICHAUD.

MM.
 RIEFFEL, Chef des travaux anatomiques
 TEISSIER.
 THIERY.
 THIROLOIX.
 THOINOT.
 VAQUEZ.
 WALLICH.
 WALTHER.
 WIDAL.
 WURTZ.

MM.
 P. POIRIER.
 CH. RICHET.
 GARIEL.
 GAUTIER.
 BLANCHARD.
 BOUCHARD.
 HUTINEL.
 BRISSAUD
 LANNELONGUE.
 CORNIL.
 MATHIAS DUVAL
 RECLUS.
 POUCHET.
 GILBERT
 CHANTEMESSE.
 BROUARDEL.
 DEJERINE.
 N...
 HAYEM.
 DIEULAFOY
 DEBOVE.
 LANDOUZY.
 GRANCHER.

JOFFROY.
 GAUCHER.
 RAYMOND
 TILLAUX.
 LE DENTU
 TERRIER.
 BERGER.
 DE LAPERSONNE.
 GUYON.
 PINARD.
 BUDIN.
 POZZI.
 KIRMISSON.

Par délibération, en date du 9 décembre 1798, l'Ecole a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A MON PÈRE ET A MA MÈRE

*Bien faible témoignage de ma
vive reconnaissance.*

A MON FRÈRE

A MA FAMILLE

A TOUS CEUX QUE J'AIME

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE

MONSIEUR LE PROFESSEUR CHANTEMESSE

Professeur d'hygiène à la Faculté de Médecine de Paris

Médecin des hôpitaux de Paris

Membre de l'Académie de Médecine

Inspecteur général des services sanitaires

Officier de la Légion d'Honneur

A MON MAÎTRE

MONSIEUR LE DOCTEUR J. P. LANGLOIS

Professeur agrégé de la Faculté de Médecine de Paris

Membre de la Commission d'Hygiène industrielle

INTRODUCTION

La loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail a consacré le droit pour l'ouvrier blessé d'obtenir une indemnité en rapport avec le préjudice qui lui est causé.

Cependant il existe toute une catégorie d'accidents qui, bien que survenus par le fait ou à l'occasion du travail, ne sont pas considérés comme accidents du travail : nous voulons parler des maladies professionnelles.

Aucune législation, sauf la Suisse, ne leur accorde le bénéfice de la loi sur les accidents du travail. Il est bon toutefois de remarquer qu'en Allemagne et en Autriche, les sujets atteints de maladies professionnelles sont indemnisés, comme tous les ouvriers malades, par les caisses d'assurance contre la maladie. Ces caisses d'assurance sont elles-mêmes complétées, en Allemagne seulement, par l'assurance contre l'invalidité, qui paie une rente viagère aux malades dont l'infirmité est devenue incurable.

En France, au contraire, ces maladies ont été jusqu'ici systématiquement écartées du bénéfice de la loi de 1898.

Un premier pas cependant a été fait le 5 décembre 1901, où la Chambre des députés a voté une motion invitant le Gouvernement à constituer une Commission parlementaire chargée de dresser :

1° La liste des maladies professionnelles, c'est-à-dire de celles dont l'exercice de la profession est la cause exclusive ou essentielle ;

2° La liste des professions correspondantes avec, pour chacune d'elles, le coefficient de risque spécial d'invalidité ou de morbidité résultant desdites maladies.

En dehors de cette Commission, M. Millerand ministre du commerce, saisit aussi de cette question la Commission d'hygiène industrielle.

Cette Commission a fait paraître, à la fin de 1903, le résultat de ses recherches. Il est donc certain que d'un moment à l'autre, le Parlement sera invité à étendre la loi du 9 avril 1898 aux maladies professionnelles.

Nous nous proposons, autant que faire se peut dans un travail aussi peu étendu, d'exposer l'économie du futur projet de loi, de montrer tous ses avantages, mais nous ne dissimulerons pas les difficultés que suscitera son application, nous en ferons même l'objet d'un chapitre spécial ; mais nous pouvons dès maintenant faire remarquer qu'il en fut de même pour la loi sur

les accidents du travail et que les imperfections qui existaient au début furent en grande partie corrigées à l'usage.

Il est intéressant de remarquer à ce propos le récent jugement rendu à Paris par la 5^e Chambre du Tribunal civil (1) et qui semble devancer nos législateurs dans la confection de leur future loi.

Il s'agissait d'un ouvrier qui, travaillant depuis trois mois dans un atelier de préparation de couleurs, fut atteint d'intoxication saturnine. Il réclamait à ses patrons la somme de 25 000 fr. de dommages-intérêts :

« Attendu, dit le tribunal, qu'il appert que X... présente les signes non douteux de l'intoxication saturnine et que sa valeur professionnelle peut être considérée comme définitivement réduite des $\frac{3}{4}$... qu'avant son entrée chez ses patrons il a exercé pendant deux ans sans difficulté le dur métier de paveur, qu'entré bien portant à l'usine, le 30 juillet 1901, puisqu'il n'est atteint d'aucun symptôme tuberculeux, il a été subitement pris de coliques de plomb avec stigmates saturnins, le 11 novembre suivant;... que les règlements administratifs se modifient au fur et à mesure des transformations de l'industrie et de l'apparition des dangers qu'elle comporte; que le fait de n'avoir pas entouré l'ouvrier de toutes les précautions pratiquement réalisables et susceptibles de réduire au minimum

(1) V^e Chambre du tribunal civil. Paris, jugement de février 1904.

les dangers qui le menacent, constitue une faute suffisante pour entraîner la responsabilité patronale... »

Par ces motifs, le tribunal alloue à l'ouvrier intoxiqué une indemnité de 8.000 francs.

C'est, à notre connaissance, le seul jugement rendu dans ce sens.

Mais avant d'aborder notre sujet, qu'il nous soit permis de remercier tous ceux qui ont contribué à notre instruction médicale.

Nous n'oublierons jamais la bienveillance avec laquelle nos maîtres de Reims guidèrent nos premiers pas dans la science médicale : qu'ils reçoivent ici l'expression de notre gratitude.

Nous adressons également nos remerciements à nos maîtres dans les hôpitaux de Paris : MM. les docteurs Huchard, Routier, Comby, Soupault, M. le professeur Kirmisson, qui nous enseigna la chirurgie des enfants ; M. le professeur agrégé Bar et M. le docteur Brindeau, qui nous initièrent à l'art des accouchements.

Nous adressons l'expression de notre vive reconnaissance à notre maître M. le professeur agrégé J. P. Langlois, qui voulut bien s'intéresser à nous pendant tout le cours de nos études, et nous sommes particulièrement sensible à la marque d'amitié qu'il nous a donnée en nous inspirant ce mémoire et en nous associant à ses travaux actuels sur cette question si complexe (1). Nous avons eu recours à l'amabilité de

(1) Le rapport du docteur Langlois sur l'*Assimilation des maladies professionnelles avec les accidents du travail*, doit venir

MM. Raoul Jay, professeur à la faculté de droit de Paris, et De Seilhac, délégué au musée social, qui ont facilité notre tâche en nous fournissant de nombreux documents ; qu'il nous soit permis de leur en exprimer notre gratitude.

M. le professeur Chantemesse a bien voulu nous faire l'honneur d'accepter la présidence de notre thèse, nous le prions d'agréer nos plus respectueux remerciements.

en discussion à la session de Grenoble de l'Association française pour l'avancement des sciences, août 1904.



Digitized by the Internet Archive
in 2026

CHAPITRE PREMIER

QUE DEVONS-NOUS ENTENDRE PAR MALADIE PROFESSIONNELLE ?

Nous devons tout d'abord éliminer de notre classification les intoxications à début brusque, à marche foudroyante, causant soit la mort, soit des lésions permanentes, soit même quelquefois simplement des troubles de courte durée ; tel est le cas de certains accidents charbonneux, de certains empoisonnements par l'hydrogène sulfuré, l'hydrogène arsénié ou l'oxyde de carbone.

Ces intoxications, par leur début soudain et violent, ont tous les caractères d'un véritable accident du travail et par conséquent sont justiciables de la loi du 9 avril 1898.

C'était bien là en effet l'idée du législateur, car si nous nous reportons à la séance de la Chambre des députés du 28 octobre 1897, nous voyons que M. le Ministre du Commerce s'exprimait en ces termes : « Je suppose que, dans une usine où l'on emploie des

matières toxiques, un ouvrier se trouve avoir absorbé accidentellement une substance toxique ou avoir été atteint par une éclaboussure d'acide ou de tout autre substance, qui ait déterminé la mort ou une incapacité de travail, le caractère accidentel de l'événement apparaît nettement et ne saurait être confondu avec un empoisonnement lent, avec une diathèse résultant de la pratique normale de la profession. »

M. Sachet, dans son traité de législation sur les accidents du travail, admet lui aussi que l'on doit considérer comme accidents, en raison de l'action soudaine et violente de la substance toxique :

- 1° L'absorption brusque d'une substance toxique ;
- 2° La brûlure par un acide ;
- 3° La destruction du tissu pulmonaire d'un ouvrier par la brusque inhalation d'un gaz délétère ;
- 4° L'empoisonnement du sang par suite de l'introduction de phosphore dans un plaie ou blessure déjà existante, et d'une façon générale la contamination d'une plaie par l'introduction d'un corps étranger ;
- 5° L'empoisonnement par une piqure d'insecte.

« La loi de 1898, ajoute-t-il, s'applique aussi aux affections pathologiques accidentelles lorsque contractées dans l'accomplissement d'un travail industriel, elles prennent leur origine et leur cause dans un fait déterminé ne rentrant pas dans les conditions

normales de l'exercice de ce travail, par exemple : l'affection charbonneuse contractée par un tanneur. »

Nous devons toutefois faire remarquer que la Commission d'hygiène industrielle a proposé d'admettre le charbon au nombre des maladies professionnelles, parce que la jurisprudence n'a pas toujours considéré cette affection comme un accident du travail.

Voici encore un exemple d'intoxication (1) qui a été considéré comme accident du travail :

Un ouvrier, occupé au *rachèvement* d'une fosse, tombe, est immédiatement remonté au moyen de sa bricole; on le rappelle à la vie, il allume sa pipe, reste quelques instants assis dans la cour de la maison, puis monte sur la voiture de vidange et rentre chez lui. Il mange, se couche sans se préoccuper autrement de son accident. Au bout d'une demi-heure, il s'éveille en proie à un accès de suffocation épouvantable et succombe deux heures après, présentant tous les signes du catarrhe suffoquant.

Une deuxième observation est en tous points analogue à la précédente.

Voici donc toute une classe de faits qui sont justiciables de la loi du 9 avril 1898.

Au contraire, tous les empoisonnements dus à l'action prolongée de substances toxiques sont des maladies, à raison de leur formation lente et progressive.

1) *In* thèse de Ramé, Paris 1901.

C'est précisément à ces maladies que le législateur veut étendre le bénéfice de la loi de 1898.

D'autre part, la commission d'hygiène industrielle, chargée par le Ministre du commerce d'étudier cette question, avait reçu un mandat limité aux seules maladies dont la profession est la cause organique *exclusive ou essentielle*.

« De la limitation apportée à son programme, dit M. Leclerc de Pulligny dans son rapport général, la commission tire une première conséquence importante, c'est que la tuberculose n'est pas comprise d'une façon générale dans le champ de son étude. Elle n'y a été rattachée que dans un cas spécial, celui des pneumokonioses. »

Il est certain que la tuberculose est la maladie qui fait les plus grands ravages parmi les ouvriers.

A ce propos citons les paroles de M. Vaillant à la séance de la Chambre des députés du 5 juin 1901 :

« Parmi ces maladies, il en est une qui joue un très grand rôle et que, de plus en plus, on reconnaît résulter, chez le travailleur, de son surmenage en général et de son métier en particulier, c'est la tuberculose. Elle atteint 50 pour 100 des travailleurs et les conduit directement ou indirectement à une mort prématurée. Chez les ouvriers prédisposés, par suite des conditions de leur travail, de leur salaire insuffisant, de la trop grande durée de la journée, de leur surmenage, etc., survient l'affaiblissement, puis la tuberculose. Suivant la profession, on a reconnu que la proportion des tuberculeux croît toujours dans des proportions

effrayantes, suivant le milieu et la nature des travaux.

La tuberculose se développe donc chez les travailleurs comme le résultat inévitable de leurs occupations. C'est bien alors une maladie professionnelle, un accident du travail. »

Si la tuberculose n'a pas été, ainsi que le demandait M. Vaillant, mise au nombre des maladies professionnelles (à part toutefois quelques exceptions dont nous parlerons plus loin), c'est qu'elle a des causes d'une telle multiplicité, qu'il serait difficile, pour ne pas dire impossible, de déterminer la part qui revient à chacune d'elles.

Si le surmenage, le milieu confiné, les mauvaises conditions hygiéniques dans lesquelles l'ouvrier exerce sa profession, entrent pour une large part dans l'écllosion de sa maladie, il n'est pas moins exact de dire que souvent à ces causes, qui seraient dans quelques cas insuffisantes, certains ouvriers ajoutent des prédispositions, des tares héréditaires, et malheureusement surtout l'alcoolisme.

M. Costes qui a consacré sa thèse inaugurale à l'étude des ravages de la tuberculose chez les ouvriers de Saint-Denis, remarque en effet que l'un des plus importants facteurs est l'alcoolisme. Il a vu que trop souvent l'ouvrier économisait sur la nature et le nombre de ses repas, mais en revanche s'ingéniait pour « soustraire de son maigre budget de quoi aller se régaler chez le marchand de vins. » « C'est le métier qui veut ça », lui ont répondu quelques mal-

heureux verriers auxquels il reprochait leur trop grand excès de boissons alcooliques. Et M. Costes qui met l'alcoolisme en première ligne parmi les causes prédisposant à la tuberculose, propose, ainsi que cela se fait en Suède et en Norwège de « restreindre la liberté de l'empoisonnement par l'alcool, de limiter le nombre des débits de vins ».

On conçoit que, dans ces conditions, admettre d'une façon générale la tuberculose au nombre des maladies professionnelles, serait susciter de trop grandes difficultés pour l'application de la loi future.

Quelles seront donc les maladies professionnelles qui seront soumises à cette loi?

La Commission d'hygiène industrielle avait été chargée de dresser, tout au moins provisoirement, une liste de ces maladies.

Voici l'énumération à laquelle elle s'est arrêtée ; on remarquera qu'il s'agit presque exclusivement d'intoxications par les poisons industriels :

Maladies causées par :

Le plomb et ses composés ;

Le mercure et ses composés ;

L'arsenic et ses composés ;

Le sulfure de carbone ;

La benzine, la nitro-benzine, l'aniline, les essences diverses ;

L'hydrogène sulfuré ;

Les vapeurs et gaz vénéneux ou caustiques ;

Les virus de la variole, du charbon, et de la morve ;
Les poussières à pneumonies ;
Les dermatoses d'origine professionnelle.

On voit que cette liste est loin d'embrasser toutes les maladies qui peuvent être causées par l'exercice des différentes industries.

Nous n'y voyons énumérées ni l'intoxication phosphorée, ni l'intoxication par la nicotine, ni la syphilis des verriers, pour n'en citer que quelques unes.

C'est volontairement que la Commission d'hygiène industrielle a passé sous silence les deux premières. Voici les raisons que nous donne M. Leclerc de Pulligny « Ces maladies ont une assez grande importance à l'étranger où la confection des allumettes et des produits du tabac est laissée à l'industrie privée et s'exerce souvent en chambre dans des conditions d'hygiène déplorables. En France, ces industries s'exercent uniquement dans des ateliers appartenant à l'État et celui-ci a toujours accordé libéralement les soins médicaux et les indemnités à son personnel en cas de maladie d'origine quelconque. Dans ces ateliers ... les intoxications sont inconnues. » (??)

Quant à la syphilis des souffleurs de verre, il nous semble qu'elle a toujours été considérée comme une maladie professionnelle.

Bien mieux, certains jugements l'ont déjà à l'époque actuelle entièrement assimilée aux accidents. Voici par exemple un jugement du tribunal civil de Montbrison en date du 21 janvier 1903.

Il s'agit de quatre ouvriers verriers atteints de syphilis qu'ils avaient contractée, prétendaient-ils, en soufflant dans une canne qu'un ouvrier syphilitique avait contaminée.

Le tribunal a jugé que la syphilis contractée dans ces conditions était un accident du travail « donnant lieu, par conséquent, pour la recherche de la preuve et l'appréciation du dommage à l'application non de l'article 1382 du Code civil (négligence pouvant être relevée à la charge de la direction de la verrerie) mais de la loi du 9 avril 1898 ».

On pourra objecter que rien ne sera plus difficile que de discerner si l'accident syphilitique présenté par l'ouvrier est d'origine professionnelle plutôt que d'origine vénérienne. C'est aussi notre avis et nous nous proposons de montrer dans un chapitre suivant les grosses difficultés que présentera le diagnostic des accidents. Pour supprimer une cause de difficultés, la proposition Breton et le rapport de la Commission d'hygiène industrielle proposent d'établir une liste des maladies nettement causées par le travail professionnel, ainsi que l'énumération des industries capables d'engendrer ces maladies. Le bénéfice de la loi serait accordé à l'ouvrier qui présenterait les symptômes de l'intoxication se rapportant à sa profession.

M. le docteur G. Fauquet (1) se montre opposé à cette manière de faire, car cette liste sera limitative et n'étendra la notion du risque professionnel qu'en faveur de certaines catégories limitées d'ouvriers.

(1) *In Revue socialiste.*

Il est certain qu'une liste, même bien étudiée, sera tout d'abord incomplète et que de nombreuses omissions éclateront à l'usage; mais rien ne s'oppose à ce que de nouvelles additions soient faites.

C'est du reste ce qui eut lieu lors de l'application de la loi sur les accidents du travail qui, elle aussi, est en quelque sorte limitative.

De plus la Commission déclare qu'elle a limité son étude aux intoxications par les grands poisons industriels, parce qu'il n'existe pas à proprement parler d'intoxications professionnelles en dehors de celles qui se rattachent à ces grands poisons, ou que s'il en existe, ce sont des indispositions bénignes, passagères et spéciales à des professions peu nombreuses.

« Si le législateur consent à réparer les dommages causés par les grands poisons, dit M. Leclerc de Pulligny, le principal sera fait et ce but aura d'autant plus de chances d'être atteint qu'il sera mieux limité.

C'est pour les mêmes raisons que la Commission a décidé de ne pas examiner d'autres maladies professionnelles, que les intoxications. »

Il est bon de remarquer toutefois que, contrairement à ce que dit M. Leclerc de Pulligny, la Commission ne s'est pas entièrement bornée aux intoxications, puisqu'elle a admis au nombre des maladies professionnelles les pneumokonioses (maladies causées par l'absorption dans les organes respiratoires de *poussières inertes*,) et les dermatoses, dont un très grand nombre ne sont pas dues à des intoxications.

CHAPITRE II

HISTORIQUE. — PROJETS. — LA QUESTION EN SUISSE

Historique de la question

De tous temps les patrons ont été responsables des dommages causés à leurs ouvriers du fait de leur industrie.

C'est ainsi que bien avant la loi du 9 avril 1898, l'ouvrier victime d'un accident au cours de son travail, pouvait recevoir une indemnité.

Mais dans ce cas il était tenu d'apporter la preuve qu'il y avait faute de la part du chef d'industrie.

Le plus souvent il y avait transaction ; l'ouvrier n'osant pas entamer une procédure longue et coûteuse, acceptait les propositions de son patron, quelles qu'elles fussent.

La loi sur les accidents du travail a étendu dans un sens plus large la responsabilité patronale ; elle a décidé que, dans tous les cas, la victime d'un accident recevrait une indemnité.

D'après la législation actuelle, le patron est donc responsable, qu'il y ait faute de sa part, ou qu'il y ait faute de la part de l'ouvrier.

En ce qui concerne les maladies professionnelles, véritables accidents du travail, mais à marche chronique, les ouvriers sont encore soumis au droit commun ; et dans ce cas plus encore que lorsqu'il s'agit d'accidents, la preuve de l'origine professionnelle est difficile à produire. Cependant depuis quelques années, la question semble entrer dans une voie nouvelle.

Lors de la discussion de la loi du 9 avril 1898, cette idée que les maladies professionnelles pourraient ouvrir droit à l'indemnité fut franchement écartée ; c'est ainsi que M. Léon Bourgeois déclarait à la séance de la Chambre du 28 octobre 1897, qu'il y avait « une distinction fondamentale à faire entre l'accident, événement soudain et la maladie, qui est au contraire un état continu et durable. Voilà les principes de notre jurisprudence. »

Et de fait, les tribunaux ont toujours jugé dans ce sens ; la seule exception que nous connaissons est le jugement de la 5^e chambre civile, que nous avons cité dans notre introduction ; le jugement en appel ne nous en est pas connu.

Le comité consultatif des assurances, questionné pour savoir si la colique de plomb devait être considérée comme un accident du travail, a répondu aussi par la négative.

La première tentative faite pour dédommager l'ouvrier victime d'une intoxication industrielle est due à

M. Favre, député, qui dans la séance de la Chambre du 3 juin 1893, proposa un amendement tendant à rendre les patrons responsables des conséquences des maladies dites professionnelles. Cet amendement fut rejeté.

Quatre ans plus tard, le 28 octobre 1897, pendant les travaux préliminaires de la loi sur les accidents du travail, M. le député Goujon demanda que cette loi fut applicable aux exploitations qui feraient usage de matières toxiques. La Chambre repoussa aussi cette proposition.

La loi du 9 avril 1898 vit alors le jour.

Le 3 juin 1901, au cours de diverses propositions tendant à modifier certains articles de la loi sur les accidents du travail, M. Vaillant déposa devant la Chambre un amendement ainsi conçu :

« Les maladies professionnelles sont comprises dans les accidents du travail et visées comme telles par la présente loi. La tuberculose de l'ouvrier ou de l'employé est tenue pour maladie professionnelle. »

Cet amendement fut renvoyé pour étude à la commission d'assurance et de prévoyance sociales.

La même année, le 5 décembre 1901, M. J.-L. Breton déposait une proposition dont voici le texte :

« Les maladies d'origine professionnelle sont assimilées aux accidents du travail visés par la loi du 9 avril 1898. »

Suivait une énumération des substances capables d'engendrer les maladies ou empoisonnements, et un article ajoutant que des décrets pourraient étendre la

liste de ces substances toxiques dont l'usage provoque les maladies professionnelles.

Cette proposition fut l'objet d'une déclaration d'urgence.

Dans la même séance, la Chambre adoptait une motion présentée par M. Mirman et invitait le gouvernement à constituer une commission extra-parlementaire chargée de dresser : 1° la liste des maladies professionnelles, c'est-à-dire celles dont l'exercice de la profession est la cause organique, exclusive ou essentielle; 2° la liste des professions correspondantes, avec, pour chacune d'elles, le coefficient de risque spécial d'invalidité ou de morbidité résultant desdites maladies.

Le ministre du commerce jugea qu'il était inutile de créer une nouvelle commission et qu'il suffisait de saisir de cette question :

1° La commission d'hygiène industrielle ;

2° Le comité consultatif des assurances contre les accidents du travail.

Cette commission d'hygiène industrielle a entendu et discuté dix rapports qu'elle a fait paraître à la fin de 1903.

Ces rapports serviront de base à un projet de loi ayant pour objet d'assimiler aux accidents du travail les maladies causées par l'exercice des différentes industries.

Nous ne pouvons, à ce propos, nous empêcher d'exposer une autre solution qui a été envisagée par M. le docteur Fauquet.

En face des grosses difficultés que soulève cette loi, M. le docteur Fauquet déclare être opposé au projet Breton.

Il s'inspire du système employé en Allemagne.

D'après le système allemand, les petits accidents sont assimilés aux maladies et les frais et indemnités sont à la charge de l'assurance-maladie pendant les treize semaines qui suivent l'accident.

A partir de la treizième semaine le blessé est à la charge de l'assurance-accident.

La loi du 9 avril 1898 a pensé qu'il serait juste de favoriser la même institution en France, c'est pourquoi elle a autorisé les patrons à se décharger pendant les 30, 40 ou 90 premiers jours à partir de l'accident, de l'obligation de payer les frais et indemnités, à condition de passer une convention soit avec les sociétés de secours mutuels, soit avec les caisses de secours obligatoires (les caisses de secours des ouvriers mineurs, par exemple). Ce sont alors ces sociétés ou ces caisses qui sont chargées d'assurer le payement des frais et indemnités.

On voit l'avantage de cette manière de faire : « Lorsque l'ouvrier est blessé, dit M. le docteur Fauquet, si son incapacité de travail est de courte durée, il n'a plus affaire à une compagnie d'assurance dont les intérêts sont opposés aux siens, mais à une société dans laquelle le droit individuel et l'intérêt collectif sont garantis par la solidarité et le contrôle réciproque de tous les adhérents. »

D'après le docteur Fauquet, rien ne s'oppose à ce

qu'il soit fait de même au sujet des maladies professionnelles, tout au moins en ce qui concerne les incapacités de travail temporaires.

D'après la loi du 29 juin 1894, les caisses de secours des ouvriers mineurs sont alimentées, d'une part, par une cotisation des ouvriers, d'autre part, par une contribution du patron égale à la moitié de la cotisation ouvrière.

S'inspirant de cette idée, M. le docteur Fauquet propose la même solution dans les industries qui nous occupent. L'ouvrier verserait de son côté sa cotisation. Le patron, lui, verserait une somme variable suivant l'industrie à laquelle il appartiendrait.

Des tables dressées d'après les statistiques de morbidité dans les différentes professions indiqueraient le coefficient de risque pour chacune d'elles.

En ce qui concerne les incapacités de travail permanentes, « il nous semble, dit M. le docteur Fauquet, que la question des invalidités résultant des maladies professionnelles ne doit pas être séparée de la question plus générale de l'assurance contre les invalidités de toutes sortes, y compris la vieillesse. »

Nous nous retrouvons donc encore en face du système allemand : la création d'une caisse d'invalidité et de vieillesse. Comme les caisses de secours des ouvriers mineurs, cette caisse serait alimentée, d'une part par les ouvriers, d'autre part par les patrons (indépendamment de la contribution de l'Etat et des différents legs). Il est évident que la contribution du patron sera faible lorsqu'il s'agira d'industries peu insalubres

et qu'au contraire cette contribution sera élevée lorsqu'il s'agira d'une industrie telle que la préparation de la céruse ou les fabriques d'accumulateurs.

Sans nous appesantir davantage sur ce projet, examinons ce qui se passe en Suisse où la réparation des dommages causés par les accidents du travail et les maladies professionnelles fonctionne depuis 1887.

Fonctionnement de la loi suisse.

Aux termes de la loi du 23 mars 1877 et de celle du 25 janvier 1881, le propriétaire d'une fabrique est responsable des lésions de toutes natures occasionnées par l'exploitation de sa fabrique, à moins qu'il ne prouve que l'accident a sa cause dans une force majeure ou dans la faute de la victime.

On voit donc que le système de la loi suisse est tout différent de celui de notre loi sur les accidents du travail. Le système suisse est encore appelé système du renversement de la preuve : le patron, en acceptant un ouvrier à son service, s'engage par là même à veiller à sa sécurité et à le rendre sain et sauf à la sortie des ateliers « comme le voiturier est tenu de remettre intact à destination le colis confié à ses soins » (1).

Un arrêté du Conseil fédéral en date du 19 décembre 1887, a étendu le bénéfice de cette loi à certaines maladies graves engendrées par l'exercice des

(1) Sachet, *In* Traité de législation sur les accidents du travail.

industries dans lesquelles on emploie ou produit un certain nombre de substances dangereuses. Suit une énumération de ces substances, qui se rapproche beaucoup de la liste proposée par l'amendement Breton et qui a servi de base aux travaux de la Commission d'hygiène industrielle.

Cet arrêté a été abrogé et remplacé par un autre en date du 18 janvier 1901.

Nous le reproduisons ci-dessous :

Le Conseil fédéral suisse arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les industries dans lesquelles on emploie ou produit les substances énumérées ci-après sont désignées comme suffisant à engendrer certaines maladies graves. Ces substances sont :

1. Plomb, ses combinaisons (litharge, céruse, minium, sucre de Saturne etc.) et alliages (métal d'imprimerie, etc.).
2. Mercure et ses combinaisons (sublimé, nitrate de mercure, etc.).
3. Arsenic et ses combinaisons (acide arsénique, acide arsénieux, etc.).
4. Phosphore blanc.
5. Oxychlorure de phosphore, chlorure de phosphore et hydrogène phosphoré.
6. Bichromate de potassium et de sodium.
7. Chlorate de potassium et de sodium.
8. Chlore, brome, iode.
9. Acide chlorhydrique et acide fluorhydrique.

10. Acide sulfureux.
11. Acide hypo-azoteux, acide azoteux, vapeurs d'acide azotique.
12. Ammoniaque.
13. Acide sulfhydrique.
14. Sulfure de carbone.
15. Oxyde de carbone et acide carbonique.
16. Chlorure sulfureux.
17. Tétrachlorure de carbone.
18. Gaz phosgène.
19. Chloroforme.
20. Chlorure de méthyle et chlorure d'éthyle.
21. Bromure de méthyle et bromure d'éthyle.
22. Iodure de méthyle et iodure d'éthyle.
23. Sulfate de diméthyle.
24. Acroléine.
25. Nitroglycérine.
26. Cyanogène et ses combinaisons.
27. Benzine de pétrole.
28. Benzol.
29. Mononitrobenzol et dinitrobenzol.
30. Dinitrotoluol.
31. Aniline.
32. Phénylhydrazine.
33. Acide phénique.
34. Virus de la variole, du charbon et de la morve.

ART. 2. — Dans les cas de maladies graves et nettement déterminées, provoquées d'une manière certaine et absolue par l'emploi ou la présence des substances

énumérées plus haut, les industries désignées à l'article précédent sont soumises à la responsabilité prévue à l'article 3 de la loi du 25 juin 1881 sur la responsabilité civile des fabricants et à l'article 1^{er} de la loi du 26 avril 1887 concernant l'extension de la responsabilité civile.

Comme on le voit, la liste des maladies professionnelles admises par le Conseil fédéral, tout en paraissant plus complète que celle qui a été proposée chez nous par la commission d'hygiène industrielle, ne mentionne ni les pneumokonioses, ni les dermatoses ; peut-être est-ce une des raisons pour lesquelles les inspecteurs fédéraux des fabriques viennent d'exprimer le désir de voir s'ajouter à la suite de la liste des poisons industriels, lors de sa prochaine revision, une clause additionnelle permettant au Conseil fédéral d'appliquer la loi toutes les fois que des substances, même ne figurant pas sur la liste, auront effectivement provoqué un empoisonnement. « La revision de la liste des substances toxiques (arr. du Cons. féd. du 18 janvier 1901) figure d'ailleurs d'une façon permanente à l'ordre du jour de toutes les conférences des inspecteurs, ne fut-ce que *pro memoria*, car cette liste peut devenir incomplète d'un jour à l'autre (1). »

Le gros inconvénient de la loi suisse est le suivant : l'ouvrier est tenu de faire la preuve, qu'il a contracté sa maladie dans l'atelier ou la fabrique, alors « plutôt

(1) Extrait d'une lettre adressée par M. Bauer, directeur de l'Office international du travail, à M. R. Jay, qui nous la communiqua.

que d'intenter un procès dont l'issue serait douteuse et qui pourrait lui coûter sa place, il préfère s'arranger avec le patron qui porte alors ce fait à la connaissance des autorités cantonales ou de l'inspection du travail.

Ceux-ci, trouvant que la loi n'a pas été appliquée, demandent quelquefois aux autorités judiciaires, d'intervenir d'office et gratuitement, mais parfois l'autorité judiciaire refuse d'accorder la gratuité.

C'est en somme un état de choses très peu satisfaisant et qui ne pourra guère s'améliorer tant que *l'onus probandi* incombera à l'ouvrier (1)...»

Ces quelques lignes semblent nous donner l'explication du petit nombre de maladies professionnelles déclarées officiellement, fait qui nous avait frappé tout d'abord en consultant les tableaux donnés par les inspecteurs fédéraux des fabriques.

Et cependant voici un extrait d'une lettre adressée par M. Rauschenbach, inspecteur de la 3^e circonscription, à M. Bauer, qui nous montre une application toute différente de la loi :

« En ce qui concerne l'application de la loi, on peut dire que la plupart des cas sont liquidés sans aucun froissement et qu'il y a rarement des réclamations. Des données statistiques sur les maladies professionnelles se trouvent dans les rapports des inspecteurs. »

Voici précisément le tableau fourni par M. Rauchenbach pour les années 1902 et 1903.

(1) Seconde lettre adressée par M. Bauer, directeur de l'Office international du travail, à Bâle, à M. le professeur Raoul Jay, qui voulut bien nous la communiquer.

MALADIES PROFESSIONNELLES 1902-1903

CAUSES	NOMBRE DES CAS	DURÉE DU TRAITEMENT		NATURE DE LA MALADIE
		TOTAL	MOYENNE par cas	
Plomb	26	585 (1)	26,6	Coliques
Phosphore	1	200	200	Nécrose des mâchoires
Mononitrobenzol	2	27	13,5	Troubles généraux
Dinitrobenzol	3	28	9,3	Troubles généraux
Paratoluolsulfochloride	1	8,5	8,5	Ophthalmie
Benzine	1	8	8	Phénomènes d'emp. général
Aniline	2 (2)	11	11	Phénomènes d'emp. général
Ammoniac	1	—	—	Mort par hémor. pulmonaire
Oxyde de carbone et gaz d'éclairage	2	167	83,5	empois. du sang
Charbon	3	59	24,5	empois. du sang (1 cas de mort)

(1) Ce nombre se rapporte seulement à 22 cas parce que le reste est encore en traitement.

(2) Il n'y a qu'un seul cas de terminé.

C'est le dernier paru, il nous a été communiqué par M. Raoul Jay qui avait bien voulu le demander pour nous à l'Office international du travail à Bâle.

M. Campiche, inspecteur fédéral du 2^e arrondissement ne cite qu'un seul cas de saturnisme déclaré régulièrement dans sa circonscription pour les années 1902 et 1903.

Il attribue ce fait aux perfectionnements apportés par les industriels aux conditions d'hygiène des travailleurs et il cite le cas des frères Huguenin, graveurs-estampeurs au Locle, qui, par des mesures hygiéniques bien comprises et *des instructions judicieuses aux ouvriers*, sont arrivés à supprimer *totalelement* les cas de saturnisme dont, autrefois, la plupart de leurs ouvriers étaient atteints. Nous extrayons du règlement affiché dans l'atelier, les quelques articles suivants :

1^o Chaque ouvrier doit être muni d'une blouse fermant bien au col et aux manches.

2^o Aux heures d'entrée, les habits de ville, (chapeaux, paletots, etc.) sont déposés dans l'armoire spécialement destinée à cet usage, laquelle ne devra pas être ouverte pendant les heures de travail.

4^o Chaque ouvrier est tenu d'utiliser les lavabos et accessoires de toilette qui sont mis à sa disposition. Il doit au moment de la sortie, de même qu'avant la distribution du lait, se laver très soigneusement les mains, les ongles, le visage et tout spécialement le nez et la bouche.

•

5° La boisson hygiénique dont chacun doit prendre un ou deux verres par jour est utilisée aussi pour se gargariser et rincer la bouche (sulfure de potasse, 10 gouttes dans un verre d'eau).

6° Il est sévèrement interdit de manger à d'autres moments qu'à ceux de la distribution du lait, à 10 heures du matin et à 4 heures de l'après midi.

8° Il est remis à chaque ouvrier un carnet de bons, donnant droit à deux bains sulfureux par mois et un de vapeur tous les deux mois, lesquels doivent être pris très régulièrement.

9° Celui qui se sent atteint de coliques doit en avvertir immédiatement le bureau.

Il serait à souhaiter que tous les chefs d'atelier où l'on manipule le plomb et ses dérivés, ou plutôt généralement des substances toxiques, suivent l'exemple que leur donnent MM. Huguenin, frères.

Il n'en n'est malheureusement pas ainsi, témoin ce cas rapporté par M. le docteur Wegmann, inspecteur des fabriques du 1^{er} arrondissement.

Cet inspecteur, reçut de Bâle une information d'après laquelle l'assurance du Syndicat des maîtres peintres avait adopté la coutume suivante :

Étaient bannis de l'assurance tous les travailleurs qui avaient été atteints une première fois d'accidents saturnins. En outre les noms de ces ouvriers étaient envoyés aux membres du Syndicat au moyen d'une circulaire.

M. le Dr Wegmann ayant demandé au bureau des

assurances si cette proscription de l'ouvrier malade n'était pas contraire à la loi sur les assurances, il lui fut répondu que la loi n'y pouvait rien, parce que le Syndicat en question n'était pas reconnu officiellement.

Nous avons vu combien faible était le nombre des intoxications d'après les tableaux officiels. Tout en admettant, avec M. Campiche, inspecteur, que ce fait soit dû aux perfectionnements apportés aux conditions d'hygiène industrielle, d'autres facteurs sont encore en cause.

En premier lieu, ne figurent pas sur les listes officielles, toutes les intoxications du courte durée, puisque la déclaration n'est obligatoire que pour les maladies occasionnant plus de six jours de chômage.

En second lieu, nombreux sont les cas d'intoxication passés sous silence soit par négligence, soit surtout par intérêt.

A ce propos nous citerons ce fait, que M. Rauschenbach, inspecteur fédéral de la 3^e circonscription, ayant engagé un industriel à faire la déclaration réglementaire de trois cas d'intoxication, « s'attira cette réponse naïve que la déclaration n'avait pas été faite parce qu'il aurait fallu quand même payer le salaire complet ».

Comme on le voit ces faits sont quelque peu en contradiction avec l'opinion de M. Rauschenbach, et celle de M. Leclerc de Pulligny, qui constatait dans son rapport que « la réparation des dommages ainsi limitée (1)

(1) Art. 3 de la loi du 25 juin 1881 : « Le fabricant est responsable du dommage causé à un employé ou à un ouvrier

fonctionne en Suisse depuis seize ans, sans avoir soulevé aucune difficulté et sans que le contentieux relatif à cette réparation se distingue de celui qui se rapporte aux accidents du travail».

« par une de ces maladies lorsqu'il est constaté qu'elle a *exclusivement* pour cause l'exploitation de la fabrique. »

CHAPITRE III

MORBIDITÉ DANS LES DIVERSES PROFESSIONS

Pour disposer de renseignements précis sur le coefficient de morbidité de chaque profession, il faudrait avoir des tables obtenues d'après un très grand nombre d'observations.

Ces tables n'existent pas.

C'est à peine si l'on commence à dresser les tables de mortalité professionnelle qui, de l'avis de M. Denis, au Congrès de Bruxelles, sont encore bien loin de la précision à laquelle une science doit atteindre.

Or, les statistiques sur la morbidité professionnelle présentent encore de plus grandes difficultés que les statistiques de mortalité.

Nombreuses sont, du reste, les causes d'erreur.

En effet, ainsi que le faisait remarquer M. Bertillon à propos d'une statistique anglaise, on se trouve souvent en présence de grosses difficultés d'interprétation. Voici un exemple : Certaines professions très pénibles, comme celle de forgeron, éliminent très vite

leurs incapables, de telle sorte que lorsque ceux-ci mourront, ce ne sera plus en qualité de forgerons ; d'autres professions, au contraire, que M. Bertillon appelle des professions refuges, recueillent tous les incapables des autres corps de métiers.

« Notre forgeron phtisique de tout à l'heure, dit M. Bertillon, que fera t-il ? Il se fera, par exemple, joueur d'orgue ; de là la forte mortalité des musiciens dans la statistique anglaise, quoique leur art, en lui-même, ne soit pas meurtrier. De même, les professions de journalier pour les gens du peuple, de professeur libre pour les hommes cultivés, etc., sont des professions refuges dont la mortalité apparente est forte, quoique par elles-mêmes elles ne semblent pas meurtrières. »

En ce qui concerne la morbidité, nous manquons complètement de bases. Il faudrait qu'une étude spéciale fut entreprise.

Au congrès de Bruxelles, M. Von Mayr faisait remarquer avec raison que les caisses d'assurances obligatoires pourraient fournir des renseignements précieux. Telle serait la statistique de la caisse d'assurances obligatoires en Allemagne, si elle distinguait les âges des assurés, celui des malades et des morts ; malheureusement, c'est ce qu'elle ne fait pas. En France, cependant, M. Bertillon a obtenu qu'à l'avenir les Sociétés de Secours mutuels fissent cette distinction d'âges.

M. Leclerc de Pulligny, tout en émettant aussi cette idée que les sociétés de secours mutuels seraient d'un

grand service pour ces statistiques, propose une autre mesure, ce serait d'ajouter les intoxications professionnelles à la liste des maladies dont la loi sur la santé publique rend la déclaration obligatoire.

Cette déclaration obligatoire de certaines maladies professionnelles existe déjà en Angleterre. Nous voyons aussi qu'en Allemagne M. le docteur Hencke, inspecteur de l'industrie, demande que le patron soit tenu d'informer par écrit les inspecteurs du travail de chaque cas d'hydrargyrisme.

Nous allons rapidement passer en revue les différentes intoxications industrielles, nous bornant aux plus répandues.

Saturnisme.

Le saturnisme est certainement, de toutes les maladies qui nous occupent, celle qui est la plus répandue et celle qui fait les plus grands ravages dans l'industrie.

En 1813, Pariset dans son dictionnaire des sciences médicales, énumérait seulement 9 professions causant l'intoxication saturnine; depuis, le nombre en a bien augmenté. En effet, en 1886, Manouvrier en comptait 97, et si nous nous reportons à Gautier, nous voyons que 110 ou 120 corps de métiers sont susceptibles d'exposer au saturnisme.

D'après un tableau du professeur A. Gautier, cité par Meillère dans sa thèse, la morbidité saturnine dans

les diverses professions employant le plomb ou ses composés, serait la suivante :

PROFESSIONS	INTOXICATIONS sur 1.000 ouvriers
Fabrication du massicot et du minium.....	1.000 atteints
Travail de la céruse à sec.....	1.000 —
Fabrication de la potée d'étain..	1.000 —
Dessoudage des boîtes de fer blanc.....	280 —
Broyage des couleurs.....	104 etc.

D'après le docteur Sommerfeld, en Allemagne, le $\frac{1}{5}$ des cas de maladie chez les peintres et le $\frac{1}{8}$ chez les vernisseurs serait dû à l'intoxication saturnine.

M. Meillère fait remarquer avec raison que la morbidité suivant les diverses professions change à chaque époque, et que telle profession, autrefois meurtrière, l'est beaucoup moins grâce aux progrès de l'hygiène industrielle, « tandis que telle autre, née d'hier, comme la fabrication des accumulateurs, fournit, à l'heure actuelle, un fort contingent de saturnins. »

Un fait certain, c'est que le nombre des saturnins est en décroissance ; en effet, de 1875 à 1880, le nombre des ouvriers frappés à Paris chaque année par le saturnisme était de plus de 550. Ces malades grevaient le budget de la ville de 11.140 jours par an. De 1899

à 1901, le nombre des saturnins est tombé à 209 et ces malades n'ont coûté que 3.344 journées par an (1).

Citons, en terminant, les professions qui, d'après une statistique récente de Meillère, exposent le plus à l'intoxication saturnine :

- 1° Dessoudage des boîtes de conserve (à sec) ;
- 2° Fabrication des accumulateurs ;
- 3° Broyage et tamisage des couleurs ;
- 4° Vitrification des étiquettes, émaillage au tamis, poudrage de la porcelaine.
- 5° Pose des câbles téléphoniques, etc.

Hydrargyrisme.

« On ne meurt plus d'hydrargyrisme professionnel en France », dit M. le docteur Josias dans son rapport à la Commission d'hygiène industrielle. Et en effet, l'intoxication par le mercure est loin d'offrir le sombre pronostic des intoxications saturnines, et si les accidents légers sont fréquents, il n'en est pas de même des accidents graves.

(1) Rapports présentés par M. le professeur A. Gautier au Conseil d'hygiène et de salubrité de la Seine.

Le nombre des malades traités dans les hôpitaux de Paris pour hydrargyrisme est très faible et certainement bien au dessous du nombre total des cas existants,

De 1898 à 1901, il n'y en eut que 25, dont 11 étaient des coupeurs de poils et chapeliers, 2 doreurs-miroitiers 2 pelletiers, 7 journaliers, 1 lapidaire, 1 étameur, 1 garçon distillateur.

On voit par ces quelques chiffres que la fabrication des chapeaux de feutre fournit le plus grand nombre d'intoxications.

Nous empruntons au docteur Glibert ces tableaux indiquant, pour une industrie de ce genre, le chiffre d'ouvriers atteints.

HOMMES

	TOTAL D'OUVRIERS	OUVRIERS ATTEINTS	TREM- BLEMENT	STOMATITE	ANÉMIE
Secrétagé	63	42	39	7	6
Autres opérations	31	16	12	7	
Total	94	58	51	14	6

FEMMES

	TOTAL DES OUVRIÈRES	OUVRIÈRES ATTEINTES	TREM- BLEMENT	STOMATITE	ANÉMIE
Brossage	59	28	17	16	3
Coupage	227	99	58	55	8
Soufflerie	83	37	27	26	6
Divers	10	3	1	2	
Total	379	167	99	103	17

On peut se rendre compte, par ces quelques chiffres, du nombre relativement considérable d'ouvriers intoxiqués dans l'industrie des chapeaux de feutre.

Toutefois, le nombre des industries qui exposent aux intoxications mercurielles est peu élevé.

En voici la liste, constituée par la Commission d'hygiène industrielle :

Secrétage des peaux ;

Fabrication et manipulation des chapeaux de feutre ;

Travail des fourrures et pelleteries ;
Dorure et miroiterie ;
Fabrication de certains accumulateurs ;
Fabrication des lampes à incandescence.

Notons en passant que l'industrie de l'étamage des glaces, qui arrivait autrefois en tête des industries insalubres, a presque complètement disparu et a été remplacée par l'argenture, procédé inoffensif.

Arsenicisme.

L'intoxication professionnelle par l'arsenic comporte deux formes : une forme suraiguë et une forme chronique.

Nous n'avons pas à étudier ici cette forme suraiguë, analogue au coup de plomb de l'hydrogène sulfuré. Cette forme accidentelle étant, dès maintenant, justiciable de la loi de 1898 sur les accidents du travail.

La forme chronique comporte des accidents locaux et des accidents généraux.

Les accidents locaux sont excessivement répandus dans certaines industries où sont manipulés les produits toxiques.

Dans une fabrique de papiers peints aux couleurs arsenicales, Pietro Santo trouva que 6 ouvriers sur 15 présentaient des éruptions cutanées directement provoquées par l'arsenic. Assez souvent les lésions

aboutissent à des ulcérations, comme *le rossignol*, *le choléra des doigts* rencontré chez les tanneurs et les mégissiers.

Toutefois ce ne sont là que des lésions banales qui guérissent rapidement lorsque les téguments ne sont plus exposés à l'action irritante qui les a produits, mais qui, malheureusement, servent souvent de porte d'entrée à l'intoxication générale.

La paralysie arsenicale est très rare dans les intoxications professionnelles; en effet les ouvriers cessent généralement de manipuler l'arsenic dès qu'ils éprouvent les premiers symptômes d'intoxication (troubles digestifs, éruptions, etc.)

Dans quelques cas exceptionnels cette paralysie peut se montrer d'une façon précoce. C'est ainsi que Ferrand signale un cas de paralysie des membres inférieurs chez un ouvrier qui ne travailla que quatre jours dans une fabrique de vert de Schweinfurt.

Les industries qui sont le plus exposées à l'intoxication arsenicale sont les suivantes :

1° Les fabriques de couleurs d'aniline qui produisent ou emploient la rosaniline arséniatee et les fabriques de verts arsenicaux ;

2° La fabrication ou l'emploi des papiers et étoffes teints avec des verts arsenicaux (teinturiers, apprêteurs d'étoffes, fabrication des papiers peints et des papiers colorés, fabrication des fleurs artificielles) ;

3° L'industrie des corroyeurs, des mégissiers et des

empailleurs qui manipulent des produits arsenicaux ;

4° La fabrication des cristaux et des émaux avec emploi d'arsenic.

Sulphydrisme.

L'intoxication par l'hydrogène sulfuré, où plutôt par des mélanges de gaz contenant une forte proportion d'hydrogène sulfuré, est assez fréquente. On la rencontre dans un assez grand nombre de professions, les plus exposées sont :

Vidangeurs.

Egouttiers.

Ouvriers des usines à gaz.

Nettoyage des chaudières à vapeur.

Nettoyage des hauts-fourneaux.

Préparation du bleu de Prusse.

Fabriques de produits chimiques, etc.

Cette intoxication est toujours à marche suraiguë et a tous les caractères d'un accident du travail. Qui ne connaît, en effet, l'accident dont sont, trop souvent hélas, frappés les ouvriers qui travaillent dans les fosses d'aisances et qu'on a coutume d'appeler le « coup de plomb ».

« Je ne crois pas qu'il existe, dit M. le docteur

Courtois-Suffit, ou plus exactement, je n'ai pas rencontré, de faits d'intoxication lente d'origine professionnelle par l'hydrogène sulfuré. »

Nous n'insisterons donc pas davantage sur le sulphydrisme, les accidents suraigus qu'il présente étant tous justiciables de la loi du 9 avril 1898.

Sulfocarbonisme.

L'intoxication par le sulfure de carbone se rencontre principalement dans les industries suivantes :

Vulcanisation du caoutchouc au trempé (par immersion à froid de la gomme dans une solution de sulfure de carbone et de de chlorure de soufre).

Fabrication du caoutchouc soufflé.

Confection des vêtements et chaussures caoutchoutés.

Fabrication de sulfure de carbone.

Dégraissage des laines et cuirs.

Purification de la paraffine brute.

Extraction du soufre contenu dans les produits de la distillation du gaz.

Extraction des huiles et graisses, etc.

Tous les auteurs s'accordent à distinguer deux modes d'intoxication :

A. L'intoxication aiguë.

B. L'intoxication chronique.

Dans l'intoxication aiguë, la plus rare, le début est brusque, quelquefois foudroyant ; dans cette forme ce sont les phénomènes nerveux qui prédominent constituant ce que l'on appelle l'ivresse sulfocarbonée. Jamais on a observé de cas se terminant par la mort.

Dans la forme chronique, les accidents les plus répandus sont les troubles digestifs avec diarrhée ; de plus l'intoxication sulfocarbonée réveille souvent une hystérie latente.

La projection de sulfure de carbone sur la conjonctive peut déterminer de la conjonctive simple ou suppurée. Cet accident est justiciable la plupart du temps de la loi de 1898.

La dépression du sens génésique est un symptôme assez fréquent.

En général, on ne meurt pas de sulfocarbonisme professionnel, mais cette intoxication peut compromettre d'une façon plus ou moins grave la santé.

De plus on a remarqué que les ouvriers faibles, chétifs, névrosés, alcooliques, sont nettement prédisposés aux accidents sulfocarboniques.

Pour M. Heim, il n'est pas d'ouvrier, même prédisposé, qui ne puisse échapper radicalement aux accidents graves du sulfocarbonisme, s'il est soustrait à temps à l'intoxication.

Intoxications professionnelles par les virus.

Les maladies envisagées par la commission d'hygiène industrielle sont les suivantes :

La variole.

Le charbon.

La morve.

Variole. — La variole envisagée comme maladie professionnelle peut atteindre :

Les blanchisseuses.

Les batteurs de tapis.

Les brocanteurs.

Les cardeurs de matelas.

Les chiffonniers.

Les fripiers.

C'est ainsi que Gibert a signalé en 1879 les foyers épidémiques développés, soit dans les maisons de fripiers, soit dans les maisons voisines de leurs magasins. En 1870 les premiers cas de variole, à Breda, apparurent chez les personnes qui avaient lavé du linge provenant d'un district infecté. (1)

Lorsqu'elle ne cause pas la mort, la variole ne détermine qu'une incapacité de travail temporaire.

(1) Consultez *Langlois*. Rapport à la Commission d'Hygiène industrielle sur la réglementation chez les blanchisseuses, 1904.

Charbon. — Le charbon est par excellence la maladie professionnelle des cochers, palefreniers, équarisseurs, bouchers, broisseurs, cardeurs et laveurs de laine, tanneurs, mégissiers, bergers, fabricants de de peignes et de boutons, etc.

Chauveau a cité une épidémie de charbon survenue dans une broserie de l'arrondissement de Lille : sur 15 personnes employées on observa 7 cas de charbon en 4 mois, avec 6 morts.

Voici une statistique des cas de charbon d'origine professionnelle, dans le département de la Seine, de 1886 à 1889 :

Bouchers	14	dont	2	morts.
Porteurs aux halles.....	13	—	8	—
Tanneurs et corroyeurs.....	11	—	3	—
Mégissiers.....	8	—	4	—
Façonneurs de cornes.....	7	—	4	—
Nourrisseurs	3	—	1	—
Marchands des halles.....	2	—	1	—
Bouviers.....	2	—	1	—
Criniers.....	1	—	1	—
Fourreurs.....	1	—	1	—

Total.... 62 avec 26 morts.

On peut se rendre compte par ce qui précède de l'énorme mortalité de cette intoxication. Lorsqu'il n'y a pas de mort, l'incapacité de travail est de courte durée et en aucun cas permanente.

Morve. — Les professions où l'on observe surtout la morve sont les suivantes :

Palefreniers.
Cochers.
Maréchaux-ferrants.
Criniers.
Équarisseurs.
Tondeurs.
Blanchisseuses.

Le nombre des victimes de la morve est peu élevé en effet de 1867 à 1890, on n'a enregistré que 7 observations de morve d'origine professionnelle portant sur 3 palefreniers, 2 charretiers, 1 boucher et 1 chiffonnier, tous morts.

On voit par ces quelques chiffres que la mort est la terminaison habituelle de la morve ; il n'en est cependant pas toujours ainsi et le mal peut quelquefois prendre la forme chronique et durer plusieurs années au bout desquelles on voit souvent des impotences fonctionnelles partielles permanentes.

*Intoxications professionnelles par les corps
hydrocarbonés.*

Les plus fréquentes sont celles qui sont dues à la benzine et à l'aniline.

L'intoxication par la benzine se rencontre chez :

Les ouvriers des fabriques de benzine ;

Les teinturiers et dégraisseurs ;

Les nettoyeurs de gants ;

Les ouvriers qui préparent le caoutchouc (quand on se sert de la benzine comme dissolvant).

On observe très fréquemment des accidents locaux (ulcération des mains) qui cessent rapidement lorsque l'ouvrier n'est plus exposé à la cause d'intoxication.

Les accidents généraux sont assez fréquents ; en 1897, Santesson, de Stockholm, fit une communication sur neuf cas d'empoisonnement professionnel par la benzine. Un cas se termina par la mort.

Soupault, en 1901, rapporta trois cas de polynévrites graves chez des ouvrières employées au nettoyage des gants.

En 1902, Brindi rapporta trois cas d'intoxication par la benzine de pétrole.

En général on note :

Que les femmes très nerveuses ne s'accoutument pas. Qu'il en est de même des alcooliques et des sujets atteints autrefois de fièvres intermittentes. Que les ouvriers qui se nourrissent bien résistent beaucoup mieux à l'intoxication.

Que, le lundi, les vapeurs de benzine sont moins bien supportées en raison des libations de la veille.

Anilisme.

Parmi les industries qui exposent le plus à l'anilisme, il faut citer en premier lieu les fabriques d'aniline, puis accessoirement les teintureries, les fabriques de pilou ou velours de coton imprimé avec le chlorhydrate d'aniline.

L'anilisme est fréquent, mais n'occasionne en général que des troubles de peu de durée. Il est peu d'ouvriers débutant dans les fabriques où l'on produit et où l'on met en œuvre de l'aniline, qui n'en soient pas affecté, dit M. Courtois Sùffit, il y en a même chez lesquels l'accoutumance est à peu près impossible. »

Les accidents se manifestent généralement par des nausées, de la cyanose, et surtout de la somnolence, de la torpeur, contre lesquelles il faut lutter, car les symptômes, reparaissent pendant le sommeil, avec une intensité plus grande.

Maladies professionnelles causées par les gaz et les vapeurs.

La plupart du temps ce sont des intoxications massives qui sont classées déjà au nombre des accidents du travail.

Telles sont les intoxications par les vapeurs nitreuses, chloreuses, par le brome, par l'acide carbo-

nique, l'oxyde de carbone. D'autres gaz comme les vapeurs sulfureuses, les vapeurs chloreuses, les vapeurs d'iode et l'oxyde de carbone sont susceptibles de causer en outre des intoxications à marche lente.

Les ouvriers exposés à l'intoxication par les vapeurs sulfureuses sont :

Les fabricants de chapeaux de paille, très sujets à la broncho-pneumonie.

Les blanchisseuses de soie, de laine, de plumes, de duvet, de soies de porcs et de sangliers.

Les ouvriers occupés à l'extraction du soufre, au grillage des pyrites.

Les tonneliers, les désinfecteurs, etc.

Les symptômes les plus fréquemment observés sont de la céphalalgie, une toux persistante, accompagnée d'oppression, des hémoptysies, des broncho-pneumonies des angines, des maux d'estomac avec coliques, des ophthalmies.

Les vapeurs chloreuses, outre les accidents foudroyants que l'on connaît, produisent chez les ouvriers qui y sont exposés des troubles chroniques tels que le catarrhe des voies respiratoires et la gastralgie avec pyrosis. Lewin affirme que 40 à 50 pour 100 de ces ouvriers en sont atteints chaque année.

Cette intoxication est surtout fréquente chez les ouvriers des fabriques de chlore, d'acide chlorhydrique ou de chlorures, chez ceux qui sont employés à la préparation de la soude artificielle, chez les blanchis-

seurs de fils et tissus, chez les ouvriers des fabriques de poteries, de l'industrie de la nacre, de l'étamage des métaux.

L'intoxication par l'oxyde de carbone est relativement rare au cours des travaux professionnels ; nous ne parlerons pas des intoxications massives, celles-ci étant justiciables de la loi de 1898.

Quant à l'intoxication lente, on la rencontre chez les couturières, les cuisinières, les blanchisseuses, les mineurs, les ouvriers des haut-fourneaux.

Toutefois les symptômes présentés (faiblesse, anémie) sont habituellement si vagues que, d'après M. Le Roy des Barres, on ne peut pas être autorisé à tenir cette forme d'intoxication oxycarbonée pour une maladie professionnelle.

*Maladies professionnelles causées par
diverses poussières.*

Nous n'étudierons pas là les maladies causées par les poussières toxiques, telles que celles qui contiennent des sels de plomb ou d'arsenic, nous en avons parlé lorsque nous passons en revue les intoxications par ces différents sels.

Nous n'envisagerons ici que les maladies causées par les poussières irritantes, celles que l'on désigne sous le nom de pneumokonioses.

L'étude des pneumokonioses, c'est presque l'étude de l'hygiène industrielle tout entière ; il est peu d'in-

dustries, en effet, qui ne soient insalubres par le fait des poussières qu'elles dégagent. C'est précisément pour cette raison que la Commission d'hygiène hésita si longtemps avant de se décider à ranger les pneumokonioses au nombre des intoxications professionnelles :

On admet généralement la classification suivante, d'après la nature des poussières :

L'*anthracosis*, causé par les poussières de charbon ;

Le *sidérosis*, causé par les poussières métalliques ;

Le *chalicosis*, causé par les poussières de silice, et enfin le *byssinosis*, déterminé par les particules de coton.

A ces quatre groupes, nous devons ajouter encore les pneumokonioses provoquées par :

Les poussières des moulins à blé ou à tan ;

Les poussières de bois, dans les ateliers où il est fait emploi de machines-outils ;

Les poussières animales provenant de la corne, de la baleine, etc.

Nous avons sous les yeux des chiffres de morbidité et de mortalité chez les tailleurs de pierre en Allemagne (1).

Les tailleurs de pierre atteignent en moyenne l'âge de 35 ans.

Sur 240 ouvriers examinés, 61, soit 25 0/0 étaient atteints de phtisie pulmonaire, et 19, soit 7,9 0/0, de

(1) In Traité des maladies professionnelles du docteur Théodore Sommerfeld.

laryngite tuberculeuse. Parmi ces derniers, 5 étaient en même temps atteints de phtisie pulmonaire, de sorte que le total des tuberculeux s'élevait à 75, soit 31,25 o/o.

Dans une autre profession, la fabrication des cruchons de grès, la morbidité causée par les poussières est considérable aussi.

Dans la région située entre le Westerwald et le Taunus, 90 o/o des ouvriers de cette industrie seraient obligés, d'après Sommerfeld, de renoncer à leur profession avant l'âge de 45 ans. Presque tous les tourneurs sont atteints de bronchites dégénérant souvent en emphysème pulmonaire et en phtisie. Plus d'un tiers des décès seraient dus à cette dernière maladie. Nous ne nous appesantirons pas davantage sur cette question nous nous bornerons à énoncer l'avis de la Commission d'hygiène industrielle :

1° Les pneumokonioses présentent le caractère de maladies spéciales à des industries déterminées;

2° Dans ces industries, les chances d'infection tuberculeuse sont telles que la tuberculose doit également être considérée comme étant une maladie professionnelle.

Dans un certain nombre d'industries, on est parvenu, grâce à des installations bien comprises, à supprimer presque complètement les poussières.

C'est ainsi qu'en Angleterre, où le broyage du silex pour la faïencerie se fait sous l'eau, l'état sanitaire des ouvriers est excellent ; alors qu'à Dieppe, les ouvriers

de la même industrie, faite à l'air libre, présentent une mortalité considérable.

Partout où les poussières peuvent être précipitées par l'eau, il faut y recourir ; pour les autres industries, la méthode de choix est la ventilation localisée, au moyen d'aspirateurs.

Dermatoses d'origine professionnelle.

Nous terminerons ce chapitre par quelques mots sur les dermatoses d'origine professionnelle. Il en est quelques-unes auxquelles nous avons déjà fait allusion ce sont celles qui sont causées par l'emploi des verts arsenicaux, et celles auxquelles sont exposés les ouvriers qui se servent de peintures à base de plomb, de mercure ou d'aniline.

Nous allons voir maintenant que ces dermatoses sont répandues dans un très grand nombre de professions :

Les ouvriers qui manient les cannes de Provence, les botteleurs, les engrangeurs de foin, les fabricants de chaises paillées ou de capuchons de bouteilles sont souvent atteints d'éruptions causées par un champignon qui se développe sur les céréales.

Ces éruptions durent généralement deux ou trois semaines et n'occasionnent en général pas de troubles graves.

Les ouvriers des mines et des raffineries de pétrole, les ouvriers des fabriques de paraffine, de goudron,

de brai et de bitume ont été signalés comme atteints souvent d'éruptions ressemblant à l'écthyma.

Les droguistes, les épiciers qui manient certains produits irritants sont exposés aussi à des éruptions (par exemple la gale des épiciers).

La guérison arrive rapidement après la cessation du travail, mais l'éruption récidive facilement et laisse souvent une sorte de lichenisation des téguments.

On connaît *le mal de vers ou de bassines* dont sont atteintes les femmes employées au filage des cocons de vers à soie. Il faut toutefois remarquer que cette affection tend à disparaître en France.

Les cuisiniers, cuisinières, pâtissiers, boulangers, plongeurs de restaurant, sont atteints de dermatite causée par la manipulation de substances irritantes et souvent malpropres.

Les mégissiers, tanneurs, teinturiers en peaux, présentent très fréquemment des ulcérations des mains excessivement douloureuses, appelées *pigeonneau*. Cette affection peut déterminer une incapacité de travail pendant des semaines et des mois et laisser même après elle une impotence fonctionnelle plus ou moins complète. Citons enfin, en terminant, un certain nombre de professions qui exposent ceux qui les exercent à des dermatoses sans caractères bien définis :

Les photographes ;

Les terrassiers, tailleurs de pierre, potiers ;

Les plâtriers, maçons, cimentiers ;

Les raffineurs de sucre, les confiseurs ;

Les laveuses et blanchisseuses, etc.

CHAPITRE IV

DIAGNOSTIC DES ACCIDENTS

En matière de maladie professionnelle, les deux questions qui se poseront tout d'abord et auxquelles le médecin devra répondre seront celles-ci :

1° La manifestation morbide considérée provient-elle d'une maladie professionnelle ?

2° Cette maladie professionnelle dépend-elle de la dernière occupation du malade ?

On conçoit l'importance de ces deux questions.

La réponse affirmative à la première ouvre au travailleur intoxiqué le droit au bénéfice de la nouvelle loi.

Quant à la seconde, elle permet de mettre en cause suivant qu'il y est répondu par l'affirmative ou par la négative, soit le dernier patron, soit un patron antérieur.

Examinons d'abord la première de ces questions.

La manifestation morbide considérée provient-elle d'une maladie professionnelle ?

Dans certains cas, rien de plus facile.

Prenons comme exemple le saturnisme qui est l'intoxication professionnelle la plus répandue et qui fait le plus de ravages parmi la population ouvrière.

Lorsqu'un ouvrier travaillant dans une industrie où sont maniés des produits plombifères, présentera le liseré gingival de Burton, cette constatation sera d'un grand appui pour affirmer la nature saturnine d'autres accidents accusés par le malade.

Il en sera de même lorsque l'ouvrier sera atteint de coliques saturnines ou de paralysie des avant-bras, accidents assez caractéristiques qui sont aussi connus du monde ouvrier que du monde médical.

D'autres accidents comme les myalgies et les arthralgies offriront beaucoup plus de difficultés, toutefois ce sera presque une certitude lorsque l'ouvrier présentera en même temps le liseré de Burton, ou aura eu quelque temps auparavant une ou plusieurs attaques de coliques saturnines.

Enfin, dans d'autres cas, le diagnostic étiologique présentera, il faut bien le dire des difficultés considérables. Tel sera le cas de l'encéphalopathie, de la néphrite, de l'anémie ou de la goutte saturnines.

Si ces accidents succèdent immédiatement à un phénomène aigu tel que la colique, on pourra en conclure que l'on est en présence d'une manifestation saturnine; mais si ces accidents surviennent, même chez un saturnin notoire, en dehors d'autres manifestations saturnines, on n'est pas en droit d'affirmer que l'on a affaire à un accident saturnin; en effet un

saturnin peut être épileptique, peut être syphilitique ou alcoolique et présenter de ce fait soit des accidents convulsifs, soit de la néphrite, soit de la goutte. Toutefois, en ce qui concerne la goutte, Thoinot est d'avis qu'il ne faut plus hésiter à admettre la nature saturnine de la goutte « quand on la voit éclater chez un individu de la classe ouvrière qui est ordinairement à l'abri de la goutte vulgaire et que cet individu est un saturnin avéré. »

Il est de toute évidence que dans beaucoup de cas l'intoxication saturnine n'est pas la seule en cause et que d'autres facteurs tels que l'alcoolisme, la syphilis ou même simplement la vieillesse viennent ajouter leur influence dans la production de la goutte, de la néphrite ou de l'artério-sclérose.

C'est aussi l'opinion de la Commission d'hygiène industrielle qui, dans son rapport général, constate que l'âge, l'intempérance et diverses dispositions personnelles diminuent les défenses naturelles de l'organisme et facilitent ou aggravent les intoxications, mais elle constate aussi qu'ici comme en matière d'accidents du travail, la responsabilité du patron ne peut pas être écartée.

Telle est bien en effet la jurisprudence actuelle à propos des accidents du travail. C'est ainsi que la Cour d'appel d'Amiens, en date du 23 juin 1900 a jugé que la responsabilité d'un patron n'est pas dégagée vis-à-vis de la veuve d'un ouvrier, parce que celui-ci serait mort dans un accès de *delirium tremens* d'ori-

gine alcoolique, provoqué par l'accident dont il a été victime.

De même un jugement du tribunal du Havre en date du 11 avril 1900 a admis qu'il n'y avait pas à rechercher si la guérison d'une contusion du genou avait été ou non retardée par une affection antérieure (arthrite tuberculeuse).

Nous voyons par ce qui précède qu'on ne ferait autre chose que d'étendre aux maladies professionnelles cette conception de la responsabilité patronale.

M. le docteur Félix Brémont, dans son rapport à la commission d'hygiène industrielle va beaucoup plus loin et, à propos de cette question :

Dire avec quelle probabilité l'accident peut être rattaché par le diagnostic à la manipulation du poison ?

Répond en ces termes :

« J'ai le regret de dire que cette question me paraît très malheureuse, parce que la poser, pour l'empoisonnement variolique comme pour les autres empoisonnements professionnels, c'est se mettre *a priori* en hostilité avec la pensée de l'auteur de la proposition soumise à l'examen de la Commission. En effet, que dit son auteur, M. Breton : « les intoxications professionnelles seront assimilées aux accidents du travail. » M. Breton a-t-il entendu exiger pour les intoxications une garantie de causalité qui n'est pas exigée pour les accidents ? Non, sa pensée, qu'il m'a fait l'honneur de m'exposer, peut se résumer ainsi : tous les invalides du travail, temporaires ou définitifs ont droit

à la même sollicitude, qu'ils soient les victimes d'un traumatisme ou d'un empoisonnement. J'en conclus que lorsqu'il s'agit d'impotence par variole chez un trieur de chiffons, comme lorsqu'il s'agit d'impotence par plaie d'engrenages chez un tourneur mécanicien, il n'y a pas à rechercher si, dans le premier cas l'ouvrier empoisonné avait fréquenté des varioleux avant d'entrer à l'atelier de triage, ou si dans le deuxième cas, l'ouvrier blessé avait mal à propos déplacé l'appareil protecteur des engrenages de son tour. L'esprit de la loi de 1898 étant que le travailleur doit être protégé toujours, même contre sa propre imprudence, l'extension de cette loi aux intoxications doit avoir la même ampleur, abusive parfois, j'en conviens, mais fatale si l'égalité n'est pas un vain mot de la trilogie républicaine. »

Nous ne suivrons pas M. Félix Brémont dans sa manière de voir, car il nous semble que dans le projet de loi, tel qu'il est envisagé, la première des conditions est de déterminer si l'accident est de nature professionnelle; l'esprit de la loi de 1898 est du reste le même, puisqu'il ne s'applique qu'aux accidents survenus « par le fait ou à l'occasion du travail. »

Quant à la seconde question :

Cette maladie professionnelle dépend-elle de la dernière occupation du malade ?

Elle présentera aussi de nombreuses difficultés.

En effet les maladies professionnelles, conséquence de l'exercice prolongé d'une même profession, sont

essentiellement chroniques et le patron mis en cause s'efforcera de dégager sa responsabilité en invoquant celle des patrons antérieurs, surtout si son ouvrier n'est que depuis peu à son service.

Prenons encore pour exemple l'intoxication saturnine.

La colique de plomb, en effet, peut dans quelques cas se montrer chez des individus même tout à fait soustraits à l'influence du plomb, par exemple à l'occasion d'un excès alcoolique.

Il en est de même de la paralysie des avant-bras qui peut faire sa réapparition *même après cessation de tout travail saturnin*. Tanquerel des Planches cite le cas d'un ouvrier qui a eu à diverses reprises des rechutes de paralysie saturnine plusieurs années après qu'il ne travaillait plus le plomb.

Quant aux autres accidents saturnins : anémie, néphrite, goutte, artério-sclérose, etc. qui résultent d'une longue exposition de l'organisme à l'effet du plomb, leur apparition peut se produire dans des délais encore plus éloignés.

Il serait bien difficile alors, si l'ouvrier a successivement travaillé dans plusieurs ateliers, de dire à quelle époque remonte l'intoxication et par conséquent quel patron doit être mis en cause.

La difficulté a été en quelque sorte tournée par la Commission d'hygiène industrielle. Elle a admis, en effet, que l'ouvrier, entrant chez un patron, peut présenter des prédispositions aux maladies professionnelles, prédispositions qui peuvent résulter, soit de

faiblesse personnelle, *soit que son organisme ait déjà souffert de la même maladie dans un autre atelier.*

Mais elle ajoute que là comme en matière d'accidents du travail la responsabilité du patron actuel ne peut pas être écartée « attendu qu'un patron qui engage un ouvrier sans chercher à connaître, ou connaissant les conditions désavantageuses qui lui sont particulières... doit en supporter la responsabilité ».

De telle sorte que si le directeur d'une industrie où l'on travaille des produits plombifères, engage un ouvrier ayant déjà travaillé dans une industrie analogue, il est de ce fait responsable des accidents saturnins qui pourront se déclarer chez ce nouvel ouvrier.

La commission n'a réservé pour la décharge du patron actuel qu'un seul cas : celui dans lequel la maladie dépend d'une profession précédente. Si donc l'ouvrier récemment engagé par un patron présente au bout de quelque temps les symptômes d'une intoxication en rapport avec l'industrie dans laquelle il travaillait auparavant, la responsabilité du patron antérieur se trouvera mise en cause, si toutefois le délai de prescription n'est pas écoulé.

Quels seront donc ces délais de prescription.



CHAPITRE V

DÉLAIS DE PRESCRIPTION ET DE REVISION

Nous croyons tout d'abord devoir rappeler les articles 18 et 19 de la loi de 1898, concernant les délais de prescription et de revision.

ART. 18. — L'action en indemnité prévue par la présente loi se prescrit pour un an à dater du jour de l'accident.

ART. 19. — La demande en revision de l'indemnité, fondée sur une aggravation ou sur une atténuation de l'infirmité de la victime ou son décès par suite des conséquences de l'accident, est ouverte pendant trois ans à dater de l'accord intervenu entre les parties, ou de la décision définitive.

Le titre de pension n'est remis à la victime qu'à l'expiration des trois ans.

Le délai d'un an, accordé à la victime d'un accident pour intenter une action en indemnité, peut paraître exagéré.

En présence d'un événement brusque, entraînant des

accidents caractéristiques, il ne paraît pas admissible que l'ouvrier intéressé n'actionne pas dans un court délai, les personnes rendues responsables par la loi.

Mais il n'en est plus de même si on étend aux maladies professionnelles, la responsabilité patronale. On peut admettre *a priori* que même en limitant strictement la liste des maladies professionnelles, on peut se trouver en présence d'ouvriers, qui longtemps après avoir quitté leur métier classé, présentent les symptômes d'une des maladies reconnues par la future loi. C'est une objection qui a été fréquemment soulevée contre l'extension de la loi des accidents et elle a nécessairement donné lieu à des observations intéressantes dans le sein de la Commission d'hygiène industrielle.

Le problème est facile sinon à résoudre, du moins à poser.

Parmi les maladies professionnelles donnant lieu à une indemnité, en est-il qui peuvent n'être reconnues qu'un an après que l'ouvrier a cessé son travail dangereux ?

Ces maladies sont-elles nombreuses, graves ; dans quelles limites de temps peuvent-elles éclater après l'éloignement de la cause morbigène ?

Prenons le saturnisme : c'est évidemment l'affection qui, par sa fréquence et sa gravité, a surtout attiré l'attention.

Les accidents saturnins de tout ordre peuvent se manifester après cessation de tout travail. Ainsi la paralysie saturnine peut donner lieu à des rechutes longtemps après cessation de travail. Tanquerel des Planches

cite en effet un cas où la rechute s'est produite plusieurs années après. Notons que, dans les observations recueillies, quand il s'agit de plusieurs mois après la suppression de la cause, il ne s'agit jamais d'un accident primitif, mais d'une rechute.

On a invoqué l'alliance de l'alcoolisme avec le saturnisme latent. Dans le cas de ces récides, que les excès alcooliques soient causes adjuvantes, peu importe dans l'espèce, si l'origine saturnine est évidente.

Les paralysies saturnines sont ordinairement peu durables, surtout si la cause est supprimée ; elles n'entraînent qu'une incapacité temporaire, plus longue il est vrai que celle provoquée par les coliques, dont nous ne parlerons pas, à cause même de la courte période de leur évolution dans le cas spécial qui nous occupe.

Mais nous devons faire une place à part aux accidents chroniques, à la cachexie saturnine, à la goutte de même origine.

Ici les accidents primaires, mais surtout les rechutes graves et souvent durables peuvent ne se manifester que longtemps après la cessation du travail.

Les exemples de néphrites saturnines reconnues plusieurs années seulement après la suppression du travail en milieu plombique sont aujourd'hui bien connus ; quant à la goutte saturnine, il suffit de rappeler quelle résistance Garrod trouva dans le monde médical lorsqu'il affirma que la grande majorité des gouteux rencontrés dans la pratique hospitalière ou

dans les milieux ouvriers sont des saturnins. Le fait seul que cette étiologie ne fut pas facilement admise montre nettement que la pathogénie en est restée obscure, précisément parce que ces accidents ne surviennent souvent qu'après une longue période pendant laquelle tous les autres symptômes du saturnisme ont eu le temps de disparaître.

Aussi, en s'appuyant sur le rapport du docteur Thoinot, et malgré son désir évident de satisfaire le distingué directeur au ministère du service des assurances, le rapporteur général, M. Leclerc de Pulligny admet-il « qu'il est impossible de fixer un délai après lequel on pourra affirmer que le travail (en milieu saturnin) doit être mis hors de cause. Il ne saurait donc scientifiquement être posé de délai de prescription pour les affections saturnines.

Avec l'hydrargyrisme nous trouvons la même hésitation. « Les accidents mercuriels et surtout le tremblement peuvent persister longtemps après la cessation du travail, de sorte qu'il peut être difficile de rattacher les accidents à leur vraie cause. La difficulté est encore plus grande dans ces faits curieux où les premières manifestations hydrargyriques se déclarent plus ou moins longtemps après qu'il a quitté sa profession. » (Josias).

Avec l'arsenicisme nous rencontrons encore les mêmes difficultés, quand il s'agit de ces affections à marche insidieuse.

S'il est vrai que les accidents pulmonaires, gastriques, cutanés, ou même nerveux, se produisent rapi-

dement, et qu'avec le docteur Brouardel on puisse admettre, étant donné l'élimination assez rapide de la presque totalité de l'arsenic, qu'un ouvrier ayant cessé de s'exposer au poison depuis 4 mois, peut se considérer comme indemne désormais, il n'en est plus de même de la néphrite arsenicale, de la déchéance cachectique « qui peuvent apparaître alors que l'ouvrier a depuis longtemps renoncé au métier dangereux ». (Bourges).

Pour l'arsenicisme, le rapport général propose de prolonger le délai de prescription à deux ans.

Quant aux autres affections classées dans le projet, la plupart éclatent et sont reconnues dans le délai indiqué par la loi de 1898.

Peut-être y aurait-il à faire quelques réserves pour certaines causes encore bien mal étudiées et dont les effets tardifs sont aujourd'hui ignorés (sulfo-carbonisme par exemple).

Revision

Nous serons brefs en ce qui concerne les délais de revision, car tout ce que nous venons de dire à propos de la prescription s'applique et plus encore peut-être, à la revision.

Rappelons tout d'abord que la révision n'est pas un appel à une décision première, ce n'est pas une voie de recours, mais elle doit supposer au sens strictement juridique un fait nouveau dont la survenance est susceptible de modifier la décision des premiers juges.

Dans l'espèce et suivant même l'article 19 de la loi de 1898, le fait nouveau consiste dans une aggravation ou une atténuation de la maladie ou bien dans le décès de l'ouvrier, quand ce décès est la conséquence de la maladie contractée pendant le travail.

La loi suisse de 1877 paraît écarter cette revision, alors qu'en Allemagne, en Angleterre, en Autriche, les rentes allouées *en cas d'accidents*, il ne s'agit pas ici de maladies, sont toujours revisables.

En France, la loi de 1898, qui est souvent considérée comme dirigée contre les chefs d'industrie, comprend cependant en leur faveur une modification importante aux prescriptions du Code civil.

Ce dernier en effet, dans les cas strictement limités où le patron était condamné à une indemnité pour un accident survenu dans son atelier accordait *au blessé seulement* le droit de demander la revision ; la loi de 1898, plus équitable, donne la même faculté au patron ou à son substitué, la compagnie d'assurances. Les deux parties peuvent donc réclamer une expertise aux fins d'établir si l'infirmité partielle ou totale s'est modifiée dans un sens ou un autre, la modification dans l'état de santé entraînant une modification corrélative dans l'indemnité allouée, ou même pouvant amener sa suppression totale.

Toutefois, il a paru nécessaire de fixer un délai à l'expiration duquel toute demande en revision n'aura plus d'effet. La loi de 1898 a fixé ce délai à trois ans pour les accidents. Déjà on a signalé des aggravations, voire des phénomènes nouveaux survenus à la suite

de traumatismes après une période de trois ans, toutes fois ces cas sont encore très rares.

Avec les maladies professionnelles le délai de trois ans peut paraître court et nous voyons les rapporteurs de la Commission d'hygiène industrielle faire toutes réserves sur ce délai, en ce qui concerne le saturnisme, l'hydrargyrisme et l'arsénicisme. Pour les deux premiers aucun délai ne saurait être scientifiquement posé, et pour le dernier, si on a admis le délai de cinq ans, c'est après une longue discussion et beaucoup d'hésitation.

Cette question de la revision soulève encore un problème : si l'aggravation de la maladie est due à la négligence même de l'ouvrier qui n'a pas suivi le traitement approprié à son état, que devient la responsabilité patronale ?

Le problème a déjà été posé à propos des accidents, il est encore plus difficile à résoudre en ce qui concerne les maladies chroniques.

L'hydrargyrique, le saturnin, qui non seulement n'aura voulu suivre aucun traitement, mais qui se sera adonné en outre à l'alcoolisme, verra certainement son état s'aggraver. Le patron devra-t-il supporter les conséquences du mauvais vouloir de l'ouvrier ? C'est une des questions délicates que soulève le docteur Langlois dans son rapport à l'Association française pour l'avancement des Sciences (Grenoble, août 1904) et qui doit faire l'objet d'une discussion importante devant les sections d'hygiène et d'économie sociale.

Nous résumerons ce chapitre en établissant très suc-

cinctement quels sont les délais de prescription et de revision qui ont été proposés par la commission d'hygiène industrielle :

INTOXICATIONS	PRESCRIPTION	REVISION
—	—	—
Saturnisme	(α)	(α)
Hydrargyrisme	(α)	3 ans
Arsenicisme	2 ans	5 ans
Sulfocarbonisme	1 an	3 ans?
Pneumokonioses	1 an	3 ans
Autres maladies professionnelles	1 an	3 ans

(α) impossibilité de fixer un délai.

CHAPITRE VI

REGISTRE SANITAIRE

Si l'ouvrier peut établir qu'il a déjà souffert antérieurement de la maladie professionnelle dont il présente actuellement les symptômes, si, d'autre part il est à même de prouver qu'il a toujours été indemne d'autres maladies dont les manifestations puissent se confondre avec celles des premières, il fournira d'importants éléments de diagnostic au médecin chargé de l'examiner.

C'est pourquoi, tous les rapporteurs de la Commission d'hygiène industrielle, après avoir montré les difficultés du diagnostic, s'accordent à réclamer comme indispensable cette histoire pathologique de chaque ouvrier.

Nous voyons déjà, proposée dans la thèse de Jamin, cette idée d'un dossier sanitaire. Il l'envisageait au point de vue de la loi du 9 avril 1898 et pensait que ce procédé permettrait de trancher bien des difficultés.

Il prend comme exemple le cas d'un ouvrier qui,

dans le cours de son travail, fait un violent effort et accuse la formation d'une hernie. Si le livret de cet ouvrier porte qu'il n'était atteint, auparavant, d'aucune hernie, le doute ne sera pas permis sur l'origine professionnelle de la lésion et l'ouvrier sera indemnisé.

Il en serait de même pour les maladies professionnelles ; mais on peut dire que dans ce cas la création de ce dossier rendrait plus de services encore.

Il nous reste à voir ce que serait ce dossier :

Livret individuel ou Registre tenu à l'usine ?

Pour M. Leclerc de Pulligny, le premier serait d'un usage plus commode, l'ouvrier n'ayant qu'à le présenter à son nouveau patron ; mais il aurait, paraît-il, l'énorme inconvénient de trop rappeler l'ancien livret ouvrier, qui fut si décrié autrefois que l'on se vit dans l'obligation de le supprimer. Il n'aurait cependant avec lui de commun que le nom.

C'est là le seul reproche que l'on puisse faire au livret individuel ; mais il est évident qu'il n'est pas absolument nécessaire et qu'un registre tenu à l'usine remplirait les mêmes indications.

L'ouvrier, embauché par un nouveau patron, indiquerait les maisons successives où il aurait travaillé, afin que son dossier pût être consulté à l'occasion.

Mais pour que ce dossier rende tous les services que l'on doit attendre de lui, il faut qu'il soit complet, c'est-à-dire qu'il relate, sans aucune exception, toutes les maladies de l'ouvrier.

En effet, certaines maladies pourraient être inscrites

qui, telles qu'une pneumonie, ne laissent aucune trace chez un individu vigoureux, alors que d'autres seraient passées sous silence, comme les maladies vénériennes, la syphilis par exemple, qui pourra être cause de tant de symptômes se rapprochant de ceux que nous rencontrons dans certaines intoxications.

Nous sommes donc en présence d'une grosse difficulté. En effet, de deux choses l'une : ou bien l'ouvrier sera tenu de se faire soigner par le médecin de l'usine, ou bien il aura la liberté de choisir son médecin. Envisageons le premier cas :

Pour M. Leclerc de Pulligny, la conséquence de la création du registre sanitaire sera l'obligation des soins médicaux, assurés par un médecin d'usine, *pour toutes les maladies*, dans les industries exposées aux intoxications.

Nous n'hésitons pas à combattre ouvertement cette idée. En effet, la loi du 9 avril 1898 a accordé à l'ouvrier blessé la faculté de se faire soigner par un médecin de son choix ; il serait vraiment inacceptable qu'une nouvelle loi, ayant précisément pour but d'assimiler les maladies professionnelles aux accidents du travail, retire ce droit à l'ouvrier intoxiqué.

Une autre objection est celle-ci :

Alors même que l'ouvrier serait tenu de recevoir les soins du médecin de l'usine, rien ne l'empêcherait de cacher à ce médecin les accidents syphilitiques dont il pourrait être atteint.

Envisageons maintenant le second cas : l'ouvrier a

la faculté de se faire soigner par un médecin de son choix.

Jusqu'à quel point pourra-t-on obliger le médecin choisi par l'ouvrier à consigner sur le registre l'affection dont est atteint son malade.

Il suffit de rappeler les protestations du corps médical lorsqu'on imposa la déclaration obligatoire des maladies contagieuses. « C'était, disait-on, la violation du secret professionnel ». Et malgré toutes les précautions prises pour garantir ce secret, la loi n'a cependant pas exigé la déclaration des maladies vénériennes, et a rendu facultative celle de la fièvre puerpérale.

Mais il est encore un grave reproche que l'on peut faire au dossier sanitaire. Ce reproche, Jamin (1) le formulait déjà à propos de la loi sur les accidents du travail.

Après avoir envisagé la possibilité d'un livret sanitaire, il dit que, même si l'on écarte la création de ce livret, le patron pourra exiger, ce qui revient au même, un certificat médical avant l'embauchage de l'ouvrier : à la suite de ce certificat, le patron ne prendra à son service que des individus bien constitués et sans tares de manière à courir le moindre risque possible. C'est aussi l'opinion du docteur Fauquet :

« Dans beaucoup d'ateliers, dit-il, les patrons ont pris l'habitude d'imposer une visite médicale aux

(1) *In* thèse Paris, 1902.

ouvriers qui demandent à être embauchés, et le travail est refusé à ceux d'entre eux qui présentent des tares susceptibles d'augmenter, le cas échéant, les charges de l'assurance », et il craint que le registre sanitaire ne produise les mêmes effets.

A notre avis cependant, ce reproche ne saurait être généralisé car, parmi plusieurs industriels que nous connaissons, aucun n'exige ce certificat. Voici du reste la raison qu'ils nous ont donnée :

Tous ces industriels sont assurés contre les accidents du travail ; ils se déchargent par conséquent sur les compagnies auxquelles ils sont assurés du soin d'indemniser l'ouvrier victime d'un accident. Ils n'ont donc aucun intérêt à éliminer de chez eux les ouvriers présentant des tares, car, le feraient-ils, que la compagnie d'assurance n'en diminuerait pas pour cela les primes qu'ils sont assujettis à verser.

Le dossier sanitaire présenterait cependant de grands avantages.

En premier lieu, il rendrait beaucoup plus facile, ainsi que nous l'avons vu précédemment, l'établissement du diagnostic, lorsqu'on se trouverait en présence de symptômes attribués à une intoxication professionnelle.

En second lieu, la connaissance par le patron des antécédents morbides de l'ouvrier qu'il vient d'embaucher serait souvent à l'avantage de ce dernier. En effet, dans certaines industries on procède au changement d'emploi de l'ouvrier dont on connaît les tares et les atteintes précédentes. Voici un exemple :

Il est d'un usage courant, dans les fabriques de caoutchouc, lorsqu'un ouvrier a présenté les signes d'intoxication par le sulfure de carbone, de l'employer dorénavant au dehors, afin qu'il ne soit plus soumis à l'action du poison.

Cette pratique est aisée quand l'ouvrier a déjà eu une première atteinte dans la même usine, mais lorsqu'il a ressenti les premiers symptômes de l'intoxication au service d'un patron antérieur, le nouveau patron, ne connaissant pas ces faits, pourra l'occuper de nouveau à des travaux dangereux.

Le dossier sanitaire, en fournissant au patron l'histoire individuelle de la pathologie de son nouvel ouvrier, permettrait au contraire d'éviter à celui-ci une nouvelle cause d'intoxication.

Nous avons exposé les avantages et les inconvénients du registre sanitaire ; nous terminerons en formulant contre lui le gros reproche suivant qui, à lui seul, suffirait, il nous semble à en empêcher la création.

Nous avons vu que le dossier sanitaire, pour être utile, devait être complet, c'est-à-dire relater *toutes les maladies* de l'ouvrier.

Or, avec le docteur J. P. Langlois, nous nous refusons à admettre que tout patron, lorsqu'il embauchera un nouvel ouvrier, ait le droit de consulter ce registre et par conséquent d'être informé de toutes les tares de l'ouvrier. C'est là véritablement la violation du secret professionnel, et par là même, la condamnation du registre sanitaire tel qu'il est envisagé.

CHAPITRE VII

DIFFICULTÉS A VAINCRE

Lors de l'application de la loi du 9 avril 1898 on vit surgir un grand nombre de difficultés.

Peu à peu cependant, grâce aux modifications apportées, cette application en devint plus facile et, à l'époque actuelle, si les tribunaux ont encore à statuer souvent sur des accidents du travail, il faut bien dire que dans la grande majorité des cas, c'est simplement pour fixer le taux de l'indemnité.

On conçoit que ces difficultés seront encore plus considérables dans l'application du nouveau projet de loi.

Nous avons déjà montré, dans un précédent chapitre combien difficile serait dans certains cas le diagnostic des accidents.

Nous nous proposons maintenant d'exposer des difficultés d'un autre ordre, celles que l'on pourra rencontrer du côté du patron d'une part, du côté de l'ouvrier, de l'autre.

Dans un rapport sur l'hygiène dans les établissements industriels, M. Trouillot alors ministre du commerce, s'exprimait ainsi : « Si les progrès accomplis en ce qui concerne la sécurité sont particulièrement importants, il ne faut point se dissimuler que le service éprouve moins de facilités pour garantir l'hygiène des travailleurs. De précédents rapports ont fait ressortir à cet égard une moindre bonne volonté de la part des industriels, dont la plupart sont moins frappés de la nécessité primordiale des mesures de salubrité que de la dépense parfois élevée, il est vrai, qu'elles occasionnent.

Il faut noter également l'indifférence trop fréquemment observée de l'ouvrier vis-à-vis des mesures d'hygiène.

1. — *Difficultés rencontrées de la part du patron*

Elles seront dues à plusieurs facteurs, qui tous auront pour point de départ l'augmentation des frais.

Nous étudierons donc deux points :

1^o Dépenses occasionnées par les installations hygiéniques nouvelles.

2^o Augmentations des primes à payer aux assurances.

1^o *Dépenses occasionnées par les installations hygiéniques.* — Nous devons tout d'abord remarquer que,

maintenant déjà, les industriels sont soumis à des inspections au cours desquelles ils peuvent être mis en demeure d'exécuter telle ou telle modification. Certains de ces industriels font même de véritables sacrifices.

C'est ainsi que l'importante fabrique de vélocipèdes de Valentigney (Doubs), pour entraîner les poussières produites dans la salle de polissage des cycles, a fait installer deux ventilateurs de 40 chevaux.

Nombre d'industriels ont été, du reste, les premiers à se féliciter d'avoir fait ces installations parfois très coûteuses.

« Dans beaucoup d'industries, dit en effet M. Trouillot dans son rapport, les poussières dégagées sont constituées par le produit lui-même ; dans d'autres industries, elles vicient le produit et usent les organes des machines, dans ces deux cas, il y a un bénéfice commercial, soit à les recueillir, soit à les évacuer. D'autre part le rendement du travail s'accroît dans un air plus sain... »

Et M. Trouillot cite de nombreux exemples d'industries, fabriques de peignes en ivoire, fabriques de ciment ou de chaux, fabriques de boutons d'os et de nacre, coutelleries, etc., où les dépenses occasionnées par ces nouvelles installations ont été largement récupérées, grâce aux bénéfices retirés plus tard.

M. l'inspecteur de la 6^e section (V^e circonscription) dit à ce sujet que dans une fabrique, à Jeumont, une dépense de 2.000 francs a été faite et que, depuis,

110 kilogrammes de poussières, représentant une valeur de 2 fr. 50, sont recueillies chaque jour. En moins de trois ans l'installation sera payée; et il importe d'ajouter que le véritable gain, au dessus de tout prix, est surtout dans la préservation de la santé des ouvriers.

Contrairement à ce que disait M. Trouillot, MM. les Inspecteurs divisionnaires du travail s'accordent tous à dire qu'ils ont rencontré la meilleure volonté de la part des industriels « qui ont toujours spontanément consenti à des dépenses parfois très lourdes pour arriver aux meilleurs résultats. »

« En général, dit l'un d'eux, les industriels admettent l'importance qui s'attache à de pareilles questions; ils apportent une bonne volonté évidente pour l'application de cette partie de la réglementation, à laquelle les convie, du reste, leur intérêt bien entendu. Aussi, observent-ils généralement mieux les conditions d'hygiène industrielle. »

M. Jaraczewski, inspecteur divisionnaire de la 6^e circonscription, fait remarquer que les cas de maladies professionnelles diminuent de fréquence depuis quelque temps : « il y a donc lieu de croire, dit-il, que depuis longtemps déjà, l'attention s'était fixée sur ce point et que des mesures conseillées par la science et la prudence ont été adoptées. S'ajoutant aux soins d'hygiène et de propreté, elles ont dû conjurer les inconvénients de certains travaux industriels, ou tout au moins en atténuer les effets. »

Il est de toute évidence que, grâce aux meilleures

installations hygiéniques, les cas d'intoxication deviendront de plus en plus rares.

D'autre part, il est bon de remarquer que les patrons sont, aussi bien que les ouvriers, intéressés à l'amélioration de l'hygiène industrielle.

Au congrès d'hygiène et de démographie tenu à Bruxelles en 1903, plusieurs auteurs constataient en effet que la production est en rapport direct avec l'état physique de l'ouvrier. C'est ainsi que vers la fin de la journée, lorsque l'ouvrier est fatigué, le rendement industriel baisse en qualité et en quantité.

2° En ce qui concerne l'augmentation des primes d'assurances, nous allons voir que, là aussi, les charges seront moins grosses qu'elles ne paraissent tout d'abord. Les tarifs des compagnies d'assurance contre les accidents du travail sont actuellement basés sur le risque professionnel; il en résulte que le patron paie une prime d'assurance d'autant plus élevée que son industrie est plus dangereuse.

Si nous consultons un tableau donné par Gorecki dans sa thèse inaugurale, et indiquant les primes à payer pour se garantir contre les charges pécuniaires créées par la loi du 9 avril 1898, nous voyons en effet que dans la profession de charpentier poseur de sapines, le patron paie une prime de 6 fr. 70. Dans celle de puisatier, encore plus dangereuse, il paie 7 fr. 60, alors que l'entrepreneur de carrelage, profession où le danger est bien faible, ne paie que 1 fr. 20.

Ce principe sera certainement adopté en ce qui con-

cerne l'assurance contre les maladies professionnelles.

Certaines industries exposant à des intoxications graves verront de ce fait leurs charges augmentées dans de fortes proportions.

On comprendra sans peine que ces industriels auront alors tout intérêt à exécuter toutes les installations hygiéniques et procédés nouveaux susceptibles de diminuer la fréquence des intoxications dans leurs ateliers. La morbidité devenant moindre, les primes imposées par les compagnies diminueront aussi.

Nous pouvons à ce propos faire encore allusion à l'établissement dirigé par les frères Huguenin au Locle (Suisse) où tous les ouvriers étaient autrefois frappés de saturnisme et où maintenant, grâce aux merveilleuses installations hygiéniques, cette intoxication est totalement inconnue.

Il est évident que les directeurs de cette usine peuvent, à l'heure actuelle, se dispenser des charges de l'assurance contre les maladies professionnelles.

Si nous consultons les tableaux donnés par les inspecteurs fédéraux des fabriques (Suisse) nous voyons, du reste, que les charges causées par les maladies professionnelles sont excessivement faibles.

C'est ainsi que pour les années 1902 et 1903, le rapport de l'inspecteur de la 1^{re} circonscription nous donne :

Sur 94.224 ouvriers il y a eu 10.386 accidents dont 19 cas de maladies professionnelles.

Le rapport de l'inspecteur de la 2^e circonscription:

Sur 52.530 ouvriers il y a eu 5.093 accidents dont 2 cas de maladie professionnelles.

Le rapport de l'inspecteur de la 3^e circonscription.

Sur 95.742 ouvriers il y a eu 8.562 accidents dont 32 cas de maladies professionnelles.

Soit comme total pour la Suisse :

En deux ans : sur un total de 243.496 ouvriers il y eu 24.041 accidents dont : 53 cas de maladies professionnelles.

Si nous comparons maintenant le nombre des journées de chômage occasionnées par les accidents et par les maladies professionnelles, nous voyons que :

En prenant pour exemple la 3^e circonscription : les accidents ont causé 137.424 journées de chômage les maladies professionnelles 1.073,5.

II. — *Difficultés rencontrées de la part de l'ouvrier*

M. Jacques inspecteur divisionnaire de la 3^e circonscription, après avoir constaté les progrès accomplis par les industriels en ce qui concerne les mesures d'hygiène, ajoute « je regrette d'avoir à répéter que les ouvriers principaux intéressés dans la question, n'apportent pas à la réalisation de l'œuvre de protection entreprise un concours aussi dévoué. » Quelques exemples :

En ce qui concerne l'hygiène générale, M^{me} l'inspectrice. De Contencin raconte ce fait que, entrant dans un atelier du quartier de l'Opéra et saisie par l'odeur de renfermé, elle expliqua aux ouvrières l'intérêt qu'il y avait pour elles à ouvrir souvent la fenêtre pour changer l'air de la pièce.

« La première et les ouvrières, elles-mêmes ne parurent pas se rendre à mes observations, dit-elle ; je suis partie pénétrée de cette idée que les lois les meilleures seront longues à être comprises et observées. »

Dans un autre cas, il s'agit d'un industriel qui, ayant disposé dans ses ateliers un certain nombre de crachoirs, ne put jamais obtenir de ses ouvriers qu'ils crachassent dedans.

Certains directeurs de tissage, pour empêcher leurs ouvriers de cracher par terre, ont demandé à ceux-ci de ramasser à la main, pendant le travail, tous les déchets susceptibles d'être passés à l'effilocheuses.

Dans certaines industries, l'emploi de masque a été préconisé pour éviter aux ouvriers l'absorption de poussières nuisibles.

Si nous nous en rapportons à la thèse de Mazin, cet appareil serait très efficace. Mazin, a pu voir en effet un ouvrier qui poudrait la porcelaine depuis plus d'un an et qui, grâce à son masque n'avait jamais ressenti le moindre malaise ; bien mieux, cet ouvrier, qui avouait ne pas prendre soin de sa bouche, ne présentait cependant aucune trace de liseré saturnin.

Croirait-on que les poudreuses employées dans la

même usine ne consentirent jamais à se munir de ce masque protecteur.

En voici la raison : « Nous avons vu, dit M. Mazin, que pour les femmes il présentait un inconvénient auquel une fille d'Eve ne sut, dit-on, jamais se plier et que celles-ci préféreraient renoncer au masque plutôt qu'aux charmes de la conversation. »

Une des prescriptions relatives à l'hygiène et que l'on a le plus de peines à faire observer est celle qui interdit aux ouvriers de prendre leurs repas dans les ateliers. Ils préfèrent rester pendant l'hiver dans un atelier bien chauffé, plutôt que de sortir prendre leurs repas dehors. « Si le patron installe un réfectoire, dit M. Chambard, inspecteur divisionnaire de la 4^e circonscription, les ouvriers ne veulent pas y aller. »

On comprend dans ces cas combien sont faciles les intoxications.

Nous n'insisterons pas davantage sur ce sujet, on voit par ce qui précède quelle résistance on rencontre quelquefois de la part des ouvriers pour tous ce qui concerne les mesures d'hygiène.

Il en fut de même des mesures de sécurité (appareils protecteurs des machines); l'ouvrier, avec un oubli du danger incompréhensible, enlevait l'appareil protecteur pour pouvoir travailler plus à son aise. Cependant il faut remarquer que ces faits deviennent de plus en plus rares et l'on peut espérer que les ouvriers comprendront enfin l'utilité des mesures prises pour protéger leur santé et qu'ils seront les premiers à observer toutes les mesures dictées par le souci de l'hygiène.

CONCLUSIONS

1° Etant donné que la plupart des pays civilisés admettent le principe de l'indemnité due à l'ouvrier frappé par un accident dans l'exercice de sa profession, il est parfaitement logique et juste que l'ouvrier atteint d'une maladie résultant de sa profession même soit également indemnisé. C'est la voie dans laquelle on semble enfin vouloir s'engager en France, par la création d'une loi assimilant les maladies professionnelles aux accidents du travail ;

2° Si le Parlement a jusqu'ici reculé devant l'établissement de l'indemnité dans les maladies professionnelles, c'est surtout par suite des difficultés de créer une loi pratique ;

3° Ces difficultés sont de plusieurs ordres :

Le diagnostic, en dehors de certaines lésions ou symptômes absolument caractéristiques (colique satur-

nine, nécrose phosphorée) est souvent délicat pour ne pas dire davantage (névrites, néphrite chronique, pneumokonioses) ;

Une autre difficulté réside dans la marche plus ou moins lente de l'intoxication qui peut se déclarer quelquefois lorsque l'ouvrier a cessé tout travail, et dans les modifications qui peuvent se produire au cours même de la maladie, d'où la nécessité d'étendre les délais de revision et de prescription ;

4° Parmi les maladies résultant d'une industrie, la Commission d'hygiène industrielle a cru ne pas devoir mentionner la tuberculose, hors le cas des pneumokonioses.

Cette restriction, si fâcheuse qu'elle paraisse être, est indispensable si l'on ne veut pas rendre impraticable l'application de la loi.

L'admettre, c'eût été créer l'indemnité maladie en général. Il est évident que c'est à cette création de l'assurance contre la maladie que doit tendre la Société. Cette solution paraît réalisée en Allemagne.

En France, nous sommes forcés, pour le moment du moins, de nous limiter légalement à un certain nombre de maladies professionnelles bien déterminées dont la liste a été dressée par la Commission d'hygiène industrielle ;

5° Les membres de cette Commission ont conclu, dans leurs rapports, à la nécessité de la création d'un livre d'usine permettant d'établir, à un moment donné,

l'histoire nosologique d'un ouvrier. Nous faisons toutes les réserves sur la possibilité d'établir un tel livre, et par suite sur son utilisation plus que problématique;

6° L'application de cette nouvelle loi n'entraînera en réalité pour l'industrie que des charges minimales (bien plus faibles notamment que celles résultant de l'application de la loi de 1898) et par suite des progrès qu'elle provoquera dans l'hygiène industrielle, les charges du début diminueront encore très rapidement,

Vu : le Doyen,

Vu : Le Président de la Thèse,

DEBOVE.

CHANTEMESSE.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

BIBLIOGRAPHIE

- Annales d'hygiène publique et de médecine légale.
- Baracks (M^{me})*, née Doïlidsky. — Les névrites professionnelles, thèse Paris, 1901.
- Besnier, Brocq et Jacquet*. — Pratique dermatologique : article éruptions professionnelles.
- Brouardel (G.)* — Etude sur l'arsenicisme, thèse Paris, 1897.
- Buyse*. — Rapport présenté au XI^e congrès d'hygiène et de démographie, Bruxelles, 1903.
- Ve Chambre du tribunal civil, Paris, jugement février 1904.
- XIII^e Congrès d'hygiène et de démographie, Bruxelles 1903.
Compte rendu.
- Costes*. — Tuberculose et contagion dans la classe ouvrière, thèse Paris, 1899.
- Fauquet* — Maladies professionnelles et assurances ouvrières, in *Revue socialiste*.
- Fontaine*. — Les poisons industriels (publication de l'Office du Travail), 1902.
- Gaulier*. — Rapports au conseil d'hygiène et de salubrité.

- Gautrel.* — Les pneumonies à scories, thèse Paris, 1899.
- Glibert.* — Rapport présenté au XI^e congrès d'hygiène et de démographie.
- Gorecki.* — Etude sur les accidents du travail concernant l'appareil de la vision, au point de vue hygiénique et médico-légal, thèse Paris, 1901.
- Humbert (M^{lle}).* — Contribution à l'étude des accidents saturnins chez les électriciens, thèse Paris, 1902.
- Jamin.* — Critique médicale de la loi sur les accidents du travail, thèse Paris, 1902.
- Jay.* — Etudes sur la question ouvrière en Suisse.
- Journal Officiel.* — Séances de la Chambre des députés du 28 octobre 1897 et du 5 juin 1901.
- Langlois J. P.* — Précis d'hygiène publique et privée. 1903.
— Assimilation des maladies professionnelles avec les accidents du travail Association pour l'avancement des Sciences. Grenoble 1904.
- Legge.* — Rapport présenté au XI^e congrès d'hygiène et de démographie. Bruxelles, 1903.
- Leclerc de Pulligny.* — Rapport présenté au XI^e congrès d'hygiène et de démographie.
- Lhuillier.* — Ulcérations professionnelles des mains chez les ouvriers qui travaillent les peaux, thèse Paris, 1901.
- Manouvrier.* — Dictionnaire de médecine et de chirurgie pratique, art. Plomb.
- Mazin.* — Les poudreuses des fabriques de porcelaine, thèse Paris, 1900.
- Meillère.* — Le saturnisme, étude historique physiologique, clinique et prophylactique, thèse Paris, 1903.

- Ministère du Commerce.* — Commission d'hygiène industrielle. Etude technique sur les maladies professionnelles. 1904.
- Ministère du Commerce.* — Direction du travail. Rapports des inspecteurs divisionnaires du travail.
- Montagné.* — Intoxication aiguë par les vapeurs nitreuses, thèse Paris, 1901.
- Naegelin.* — Sur une observation d'onxyxis par intoxication professionnelle (teintures à base d'aniline), thèse Paris, 1903.
- Office du travail* — Hygiène et sécurité des travailleurs dans les ateliers industriels.
- Bulletin de l'office du travail.*
- Bulletin de l'inspection du travail*
- Office international du travail.* — Bâle, renseignements personnels.
- Pichardie.* — Considérations sur l'intoxication saturnine et en particulier la paralysie chez les ouvrières en fleurs artificielles, thèse Paris, 1901.
- Ramée.* — Etude, au point de vue médical de la loi du 9 avril 1898, sur les accidents du travail, thèse Paris, 1901.
- Rochard.* — Traité d'hygiène sociale.
- Romme.* — La tuberculose et les filatures de laine Presse médicale, n° 33, 1904.
- Sachet.* — Traité de législation sur les accidents du travail.
- Sommerfeld (D^r).* — Traité des maladies professionnelles, traduit par D^r De Geynst, 1903.
- Suisse.* — Rapports des inspecteurs fédéraux des fabriques et des mines.
- Tanquerel des Planches.* — Contribution à l'étude des intoxications professionnelles, thèse Paris, 1902.

Vermersch — Considérations hygiéniques sur la filature de la laine, thèse Paris, 1904.

Wagner. — Première pratique médicale de la loi sur les accidents du travail, thèse Paris, 1901.

Gewerbliche Zeitfragen. — Fasc XXII Neue Vorschläge zur eidg. Kranken und Unfallversicherung. Bern. 1904.